

# Piètres Performances

*Bulletin scolaire sur la contribution des pays riches à l'Éducation  
primaire universelle d'ici à 2015*

*Septembre 2006*

Campagne Mondiale pour

**l'ÉDUCATION**

[www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)



# Résumé



*“L’année dernière, nous avons fait de grands progrès dans la lutte contre la pauvreté... le plus difficile maintenant sera de faire en sorte que le monde tienne ses promesses. Il ne faudrait jamais rompre les promesses faites aux enfants.”*

**Nelson Mandela**

*“Monsieur le Ministre, m’avez-vous demandé quels étaient mes besoins en tant qu’élève ? Installé avec assurance devant l’assistance, avez-vous pensé à ce dont j’aurais besoin pour m’asseoir moi aussi sur cette chaise à l’avenir ?”*

**Lusibilo, un élève malawien s’adressant au ministre de l’Éducation du Malawi**

L’histoire récente est jonchée de nobles promesses faites aux enfants du monde. L’Éducation pour tous constitue un objectif abordable et réalisable, et pourtant, même la scolarité primaire reste hors d’atteinte pour plus de 100 millions de filles et de garçons. La grande majorité d’entre eux vivent dans des pays pauvres, et ont désespérément besoin de la lueur d’espoir apportée par l’éducation. Pour ces enfants, l’éducation représente l’unique chance de sortir de la pauvreté et d’acquiescer toute une série de droits qui paraissent évidents à ceux qui ont eu la chance de naître dans un pays riche.

Au cours des dernières années, les pays pauvres se sont montrés de plus en plus déterminés à mettre fin au fléau de l’analphabétisme et de l’ignorance. Un nombre croissant de gouvernements s’efforce d’abolir les obstacles à la participation des enfants pauvres, en prenant des mesures courageuses pour abolir les frais de scolarité. Les budgets consacrés à l’éducation primaire augmentent, en particulier dans certains des pays les plus pauvres. Et leurs efforts sont payants ; depuis 1998, les inscriptions en primaire ont augmenté en Afrique subsaharienne comme en Asie du Sud et de l’Ouest, avec près de 20 millions de nouveaux écoliers dans chacune de ces régions et une progression particulièrement rapide des inscriptions des filles.

En 2000, lors de la Conférence mondiale sur l’Éducation pour tous à Dakar, au Sénégal, les pays riches ont conclu un accord avec leurs homologues des pays pauvres. Ils ont déclaré que : “aucun pays sérieusement engagé dans l’Éducation pour tous ne verra la réalisation de cet objectif contrecarré par le manque de ressources”. Pourtant, en 2006, malgré des engagements, des assurances et des promesses répétées, les nations riches n’ont toujours pas réussi à honorer leur part du contrat.

Les derniers chiffres montrent que l’aide bilatérale à l’éducation de base a augmenté pour atteindre 3,3 milliards USD par an, dont la plus grande partie va aux pays pauvres. Il s’agit d’avancées indéniables qui ont transformé les vies de millions de déshérités. Mais il subsiste encore un déficit annuel de ressources absolument nécessaires s’élevant à 3,7 milliards USD au moins, et très probablement davantage.

De récentes estimations laissent à penser que les besoins globaux en ressources externes pourraient atteindre 10 milliards USD par an, en prenant en compte la lenteur des progrès réalisés jusqu’à présent ainsi que des objectifs réalistes de croissance économique et les défis posés par le VIH/sida et les conflits. Selon ce rapport, certaines nations, comme la Norvège, la Suède, le Danemark, le Luxembourg et les Pays-Bas, font des efforts héroïques pour contribuer équitablement à l’aide et s’assurer qu’elle permet de scolariser les enfants pauvres. Le gouvernement britannique a récemment pris des mesures en vue d’améliorer sa performance dans ce domaine, en promettant de fournir 16 milliards USD d’aide à l’éducation de base

entre aujourd’hui et 2015. Ce faisant, le gouvernement britannique établit un nouveau niveau de référence pour les autres nations du G8. À l’autre extrémité de l’échelle, certains des pays les plus riches, des nations appartenant au G8 comme le Japon, l’Italie, l’Allemagne et les États-Unis, font preuve de mesquinerie lorsqu’il s’agit d’aider les enfants déshérités du monde.

L’argent est nécessaire, non pour des produits de luxe, mais pour les besoins de base de l’éducation. Il devrait être utilisé pour permettre aux enfants d’être instruits par un enseignant qualifié et attentif, dans une salle de classe correcte, avec des manuels et d’autres matériels pédagogiques. Entre aujourd’hui et 2015, 18 millions au moins d’enseignants seront nécessaires si l’on veut donner à tous une réelle possibilité d’apprendre. Notre analyse démontre que la pratique de l’aide liée à l’achat de biens et de services émanant du pays d’origine et l’usage de consultants coûteux reste un problème. Très peu de pays se sont montrés déterminés à aider les pays à couvrir les dépenses courantes de l’éducation – notamment la facture salariale des enseignants. Ce problème est exacerbé par le travail de sape de la profession enseignante exercé par les institutions financières internationales. Il est indispensable que les nations riches et les institutions financières internationales travaillent en commun pour garantir la disponibilité à long terme de ressources prévisibles permettant d’employer ces professionnels indispensables.

Tout aussi inquiétante est la fragilité de la situation, dévoilée dans notre analyse, de l’Initiative Fast-Track (FTI) de l’Éducation pour tous, un modèle phare établi sous les auspices du G8 dans le but de mettre en pratique le contrat global imaginé à Dakar. Cette initiative innovante a jusqu’à présent incité 20 pays à concevoir des stratégies et à redistribuer les ressources intérieures afin de réaliser l’éducation primaire universelle et l’égalité des sexes dans l’éducation. Les pays ont fait ce qu’il fallait, forts de la promesse leur assurant qu’un financement complémentaire serait disponible pour leur permettre d’atteindre leurs objectifs. Quelques ressources ont bien été mobilisées pour soutenir ces plans, mais ces pays pionniers restent confrontés à un déficit collectif annuel de financement approchant les 415 millions USD. En conséquence, les plans prévus pour toucher 16 millions d’enfants privés d’école dans le monde restent dans les limbes. 40 autres pays pourraient être prêts à recevoir l’approbation du FTI au cours des deux prochaines années, mais ils auront des difficultés à le faire en confiance au vu de l’expérience de leurs prédécesseurs.

Les pays riches doivent viser plus haut et collaborer davantage pour offrir à chaque garçon et à chaque fille son droit à l’éducation. Ils devraient établir des calendriers pour atteindre l’objectif d’aide de 0,7% du RNB et s’assurer que cette aide, alliée à une annulation totale de la dette, est dirigée vers les pays à faible revenu et finance leurs stratégies d’éducation de base. Les bailleurs de fonds et les institutions internationales devraient travailler en commun pour garantir la disponibilité de fonds supplémentaires destinés à couvrir les dépenses de base liées à la mise en place d’un système éducatif solide, en incluant le paiement des salaires des enseignants. Si l’on veut encourager une planification ambitieuse, une aide prévisible et à long terme est indispensable. Le FTI devrait être placé au centre des initiatives visant à réaliser l’Éducation pour tous. Le déficit financier immédiat doit être comblé de toute urgence, et les nations riches devraient s’engager à l’avance à financer les plans des 40 prochains pays.

Le temps d’agir est arrivé. Il ne faut pas oublier que l’objectif fixé en 2000 était de permettre à tous les enfants d’achever leur éducation primaire avant 2015. Cela signifie qu’il ne reste que deux ans pour construire des écoles, recruter des enseignants et atteindre les enfants exclus et déshérités qui vivent dans des conditions particulièrement éprouvantes. Ce n’est pas une question d’argent, mais de justice. Il s’agit de tenir notre parole envers les enfants du monde. Il ne faudrait jamais rompre une promesse faite à un enfant.

*“Nous aurons le temps d’atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement – mais uniquement si nous sortons des sentiers battus... C’est le minimum nécessaire pour atteindre les Objectifs.”*

**Kofi Annan**

# Introduction



Nelson Mandela avec des militants de la campagne CME au Mozambique

*“L’année dernière, nous avons fait de grands progrès dans la lutte contre la pauvreté... le plus difficile maintenant sera de faire en sorte que le monde tienne ses promesses. Il ne faudrait jamais rompre les promesses faites aux enfants.”*

**Nelson Mandela, 10 avril 2006<sup>1</sup>**

L’histoire récente est jonchée de nobles promesses faites aux enfants du monde. L’éducation est la clé pour éliminer la pauvreté et donner aux populations déshéritées le pouvoir de changer leurs propres vies. Son importance cruciale est reflétée par le fait que le droit à l’éducation de base est reconnu par la Déclaration

universelle des droits de l’homme de 1948. Lors d’impressionnantes conférences mondiales sur l’éducation en 1990, puis en 2000, les dirigeants ont proclamé leur prétendue détermination à permettre à tous de bénéficier de la lueur d’espoir apportée par l’éducation – ce qui a abouti à l’accord sur les objectifs de l’Éducation pour tous<sup>i</sup>. En septembre 2000, les dirigeants mondiaux ont reconnu une nouvelle fois le rôle crucial de l’éducation en intégrant deux de ces objectifs dans les Objectifs du millénaire pour le développement<sup>ii</sup>.

Six ans plus tard, l’éducation primaire universelle n’a été atteinte que dans 50 pays du monde, et plus de 100 millions d’enfants restent privés d’école<sup>2</sup>. La majorité d’entre eux sont des filles – ce qui veut dire que le premier objectif de l’EPT et des OMD, l’égalité des sexes dans la scolarité, n’a pas été atteint. Près de 800 millions d’adultes sont illettrés ou analphabètes<sup>3</sup>. Dans plus de 90 pays, la scolarité primaire est payante et il manque environ 18 millions d’enseignants<sup>4</sup> dans le monde pour garantir aux enfants que, une fois scolarisés, ils seront instruits par un professionnel qualifié dans des classes de taille raisonnable. Le VIH/sida a privé 14 millions d’enfants de l’un de leurs parents, ou des deux – ces enfants ont absolument besoin de la stabilité qu’apporte l’école, mais il est bien plus probable qu’ils en seront exclus ou qu’ils la quitteront prématurément.

Aujourd’hui, comme tous les autres jours, plus de 111 millions d’enfants de moins de 15 ans iront travailler dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses au lieu d’aller à l’école<sup>5</sup>. Aujourd’hui, comme tous les autres jours, plus de 2 700 enfants de moins de 5 ans vont mourir inutilement car leur mère n’a pas bénéficié d’une éducation plus tôt dans sa vie. Près de 2 000 jeunes gens supplémentaires seront contaminés par le VIH/sida, alors qu’ils auraient pu y échapper s’ils avaient reçu une éducation primaire<sup>6</sup>. Aujourd’hui, comme tous les autres jours qui passent sans action concertée pour réaliser les objectifs d’éducation, 57 millions de filles seront privées de la possibilité d’ouvrir leur esprit et de transformer leur destin par le pouvoir de l’éducation.

*“L’émancipation passe par la porte de l’école”*

**Marten Kircz, Syndicat général de l’éducation, Sénégal**

Les enfants privés d’école ressemblent à Musharad, 11 ans, qui coud des ballons de football pour seulement 10 roupies (20 cents) par jour, et travaille malgré les ecchymoses, les plaies et les blessures causées par ces travaux minutieux d’aiguille. Musharad n’est jamais allée

<sup>i</sup>Les objectifs de l’Éducation pour tous (EPT) engagent les gouvernements à atteindre les objectifs suivants d’ici 2015 :

- Développer la protection et l’éducation de la petite enfance ;
- Faire en sorte que tous les enfants, notamment les filles, aient la possibilité de suivre jusqu’à son terme un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité ;
- Assurer aux jeunes et aux adultes un accès équitable à des formations permettant d’acquérir les connaissances et les compétences liées à la vie courante ;
- Améliorer de 50% les niveaux d’alphabétisation des adultes ;
- Atteindre l’égalité des sexes dans l’éducation primaire et secondaire ; et,
- Améliorer la qualité de l’éducation – notamment en ce qui concerne la lecture, l’écriture, le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

<sup>ii</sup>Les Objectifs du millénaire pour le développement liés à l’éducation visent à :

- Garantir que, d’ici à 2015, les enfants du monde entier, filles et garçons, auront la possibilité d’achever une scolarité primaire complète
- Éliminer la disparité des sexes dans l’éducation primaire et secondaire avant 2005 de préférence, et à tous les niveaux de l’éducation en 2015 au plus tard.

à l’école, car sa famille n’a pas pu l’inscrire dans une école publique et n’a pas les moyens de payer une école privée à ses enfants. Aujourd’hui, la famille entière coud des ballons de football pour se nourrir et survivre<sup>7</sup>.

Il y a aussi parmi eux Lusibilo, du Malawi, qui a demandé à son ministre de l’Éducation : “Monsieur le Ministre, m’avez-vous demandé quels étaient mes besoins en tant qu’élève ? Installé avec assurance devant l’assistance, avez-vous pensé à ce dont j’aurais besoin pour m’asseoir moi aussi sur cette chaise à l’avenir ?”<sup>8</sup>

Pour n’atteindre que l’objectif des OMD visant à permettre à tous les enfants d’achever une éducation gratuite de qualité d’ici à 2015, chaque fille et chaque garçon doit commencer sa scolarité en 2009 au plus tard. Dans le cas contraire, ce serait une trahison pour tous ceux qui attendent devant les portes de l’école, et une tragédie pour le monde entier. Rappelons les termes de la Déclaration de Dakar : “L’éducation est la clé du développement durable, de la paix et de la stabilité à l’intérieur des pays et entre eux. Elle constitue donc un moyen indispensable pour participer efficacement à la vie des sociétés et aux économies du XXI<sup>e</sup> siècle, marquées par une mondialisation rapide. La réalisation des buts de l’Éducation pour tous ne saurait être différée plus longtemps. Il est possible et nécessaire de répondre d’urgence aux besoins éducatifs fondamentaux de tous.”

L’EPT représente un rêve ambitieux certes, mais réalisable. Depuis 1998, les inscriptions en primaire ont augmenté en Afrique subsaharienne comme en Asie du Sud et de l’Ouest, avec près de 20 millions de nouveaux écoliers dans chaque région<sup>9</sup> et une progression particulièrement rapide des inscriptions des filles. Les dépenses publiques pour l’éducation représentent une part plus importante du revenu national dans près de 70 pays<sup>10</sup>, et l’aide à l’éducation s’est peu à peu accrue. Mais dans de nombreux pays à faible revenu, il apparaît qu’il n’y a simplement pas assez de ressources pour scolariser toutes les filles et tous les garçons, même lorsque plus de 20% du budget national est consacré à l’éducation.

Les dirigeants mondiaux ont déclaré à Dakar que : “la communauté internationale reconnaît que de nombreux pays manquent actuellement des ressources nécessaires pour la réalisation de l’Éducation pour tous dans un délai acceptable... Nous affirmons qu’aucun pays sérieusement engagé dans l’Éducation pour tous ne verra la réalisation de cet objectif contrecarrée par le manque de ressources.” Cette déclaration courageuse contenait une nouvelle notion selon laquelle les pays riches et pauvres s’engageaient dans un contrat global sur l’éducation. Dans ce cadre, les pays pauvres présentant de bonnes stratégies d’éducation et un réel manque de ressources auraient la garantie de bénéficier d’une rapide augmentation de l’aide de qualité des donateurs. L’esprit de cet engagement a été réaffirmé pendant la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et, plus récemment en 2005, lors de diverses manifestations de haut niveau traitant du développement.

Malheureusement, l’augmentation attendue ne s’est toujours pas matérialisée. Il est honteux de constater que, à une époque où les dépenses militaires mondiales dépassent le milliard de dollars par an, les enfants restent privés de leur droit à l’éducation – un privilège dont le coût ne représenterait qu’une fraction de ce montant. La communauté internationale continue à esquiver ses responsabilités concernant le partage des coûts de la scolarisation de tous les enfants. Il est décevant de constater qu’un certain nombre de nations parmi les plus riches se montrent les plus mesquines quand il s’agit d’honorer le contrat global. En 2004, les États-Unis ont donné moins d’un dollar par personne pour l’éducation primaire dans les pays pauvres, loin derrière la Norvège, qui a donné près de 15 dollars par personne<sup>11</sup>.

L’incapacité des donateurs à tenir leurs promesses est encore plus scandaleuse quand on sait que, pendant les cinq dernières années, de nombreux pays en développement se sont réellement efforcés de remplir leur part du marché. L’Initiative Fast-Track (FTI) de l’Éducation pour tous, lancée en 2002, incitait les pays à soumettre des plans qui, c’était promis, serait intégralement financés s’ils étaient jugés viables et soutenus par une volonté politique intérieure. 20 pays ont à ce jour réussi à satisfaire aux conditions rigoureuses requises pour gagner l’approbation du FTI, et 40 autres nations pourraient les rejoindre dans les 18 prochains mois. Mais, cela reste un mystère, bien que ce partenariat ait la réputation de constituer un excellent outil de coordination de l’aide et qu’il suscite un large consensus entre les donateurs qui estiment que cette approche fonctionne effectivement, les pays approuvés par le FTI restent privés des fonds nécessaires pour poursuivre leurs plans.

Les 20 premiers pays approuvés par le processus du FTI sont toujours confrontés à un déficit collectif d'environ 415 millions USD par an. En conséquence, les plans concernant près de 16 millions d'enfants privés d'éducation dans le monde restent dans les limbes. Ces nations pauvres sont en train de se démener pour ouvrir les portes de l'enseignement à tous. Bon nombre d'entre eux ont découvert qu'ils sont obligés de sacrifier la qualité pour seulement se rapprocher de l'accès universel à l'éducation, en laissant les enfants se débrouiller pour apprendre dans des classes surchargées, sans professeurs qualifiés ni ressources adéquates. Par exemple, au Mozambique et en Éthiopie – deux pays approuvés par le FTI – les ratios élèves/enseignants atteignent respectivement 70:1 et 65:1.

La Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition d'organisations non gouvernementales (ONG), de syndicats d'enseignants et de militants des droits de l'enfant dans plus de 100 pays, qui mènent campagne pour concrétiser le droit à une éducation de qualité gratuite pour tous. Depuis six ans, nous demandons aux gouvernements de tenir les promesses faites à Dakar. Dans ce rapport, nous étudions les performances des nations donatrices concernant le respect de leur part des engagements, en nous basant sur les chiffres disponibles auprès du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Nous identifions les champions et les traînants, ceux qui ont courageusement tenté d'améliorer les choses et ceux qui ont laissé la volonté politique se transformer en naufrage politique. Les chiffres les plus récents correspondent à l'année calendaire 2004 ; malgré ce léger décalage, des rapports détaillés nous ont permis de déceler les tendances et d'établir des comparaisons fiables. Le cas échéant, nous avons souligné les engagements supplémentaires passés depuis le moment où les données ont été enregistrées.

Toute personne éduquée sait qu'une promesse est une promesse. L'engagement envers l'Éducation pour tous ne peut être différé. Ce serait une erreur tragique, une malhonnêteté et une injustice, ainsi qu'un dangereux germe de discorde.

# 1. Aide et dette – Concrétiser les engagements

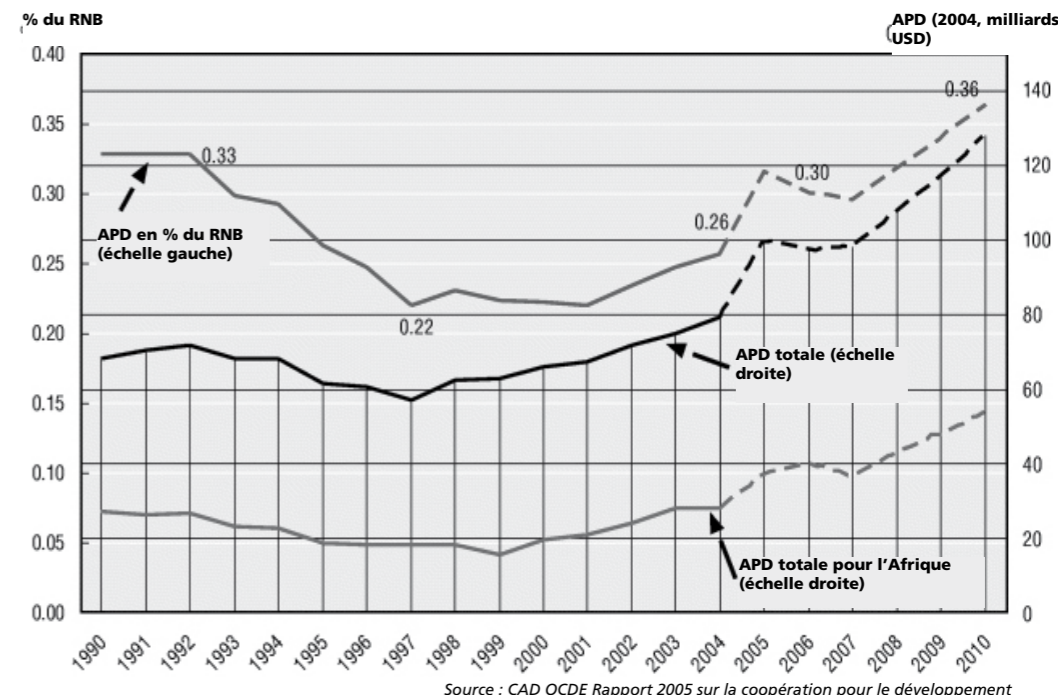
Il y a longtemps, en 1970 déjà, les pays riches reconnaissent leur intérêt commun dans la responsabilité de la réduction de la pauvreté mondiale et convenaient de dépenser 0,7% du RNB pour l'Aide publique au développement (APD) au cours de la décennie. Trente cinq ans plus tard, les nations pauvres attendent toujours un changement radical dans le fonctionnement des affaires du monde.

Depuis l'accord sur les Objectifs du millénaire pour le développement en 2000, l'avancée la plus importante concernant le développement a eu lieu en 2005. Au cours de cette soi-disant 'Année de l'Afrique', les bailleurs de fonds ont répondu aux campagnes internationales des citoyens en promettant d'annuler la dette de certains pays pauvres, d'augmenter et d'améliorer l'aide. Une vague d'initiatives a suscité de grandes espérances, l'espoir d'un monde où l'aide servirait à éradiquer la pauvreté plutôt qu'à promouvoir d'étroits intérêts nationaux des pays donateurs. À l'occasion du Sommet du G8 à Gleneagles, de la Commission pour l'Afrique, du Sommet mondial du Millénaire +5 et du Forum de haut niveau sur l'harmonisation à Paris, les bailleurs de fonds se sont engagés à augmenter l'APD de manière à fournir 50 milliards USD supplémentaires d'ici à 2010 ; d'harmoniser leurs structures d'aide ; de coordonner leur travail afin d'aider les pays en développement à amplifier et à financer leurs propres plans de développement. Ils ont également convenu d'annuler les dettes impossibles à payer de 19 pays pauvres lourdement endettés.

L'annulation de la dette accompagnée d'une augmentation et d'une amélioration de l'aide sont indispensables à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Sinon, les pays en développement n'auront tout simplement pas suffisamment de ressources provenant des revenus intérieurs pour investir dans l'éducation, la santé, les infrastructures, l'eau et les installations sanitaires. Si les promesses faites en 2005 ne sont pas respectées, les enfants seront condamnés à une vie faite d'ignorance, de maladie et de pauvreté.

## Halte aux dérobades ! Les donateurs ne doivent pas revenir sur les récentes avancées de l'aide.

Le volume de l'aide a graduellement progressé depuis le niveau le plus bas atteint dans les années 1990. Les données de l'OCDE montrent qu'au total, l'APD est passée de 70,6 milliards USD en 2003 à 72 milliards en 2004. Cependant, la totalité de cet argent n'a pas été dirigée vers les pays présentant les niveaux les plus élevés de pauvreté. Et, ce qui est choquant, c'est que les décaissements nets de l'APD des donateurs bilatéraux et multilatéraux versés aux pays à faible revenu ont diminué en 2004, passant de 35,4 milliards à 33,1 milliards USD. Les chiffres préliminaires de 2005 laissent entrevoir une augmentation, mais le tableau CAD OCDE ci-dessous fait apparaître, après la forte progression des niveaux de l'APD attendue en 2005 (essentiellement liée à l'allègement de la dette consenti à l'Iraq et au Nigeria), un taux de croissance plus modeste que prévu.



L'objectif visant à dédier 0,7% du RNB à l'APD a été convenu à l'ONU dès 1970, et pourtant, seul un nombre très limité de pays de l'OCDE l'ont atteint ou dépassé. En conséquence, la responsabilité de l'aide aux pays pauvres est encore répartie de façon inéquitable entre, d'un côté les bailleurs de fonds qui donnent bien plus que leur part, et de l'autre, les traînants qui font cavaliers seuls et promettent de s'engager pour le développement mondial, mais sans assortir leurs paroles encourageantes d'espèces sonnantes et trébuchantes. Un seul pays du G8 – la France – figure dans la moitié supérieure du tableau qui classe les performances des pays par rapport à l'objectif de 0,7%. Le plus scandaleux est de constater que les trois dernières places de cette 'classe' sont occupées par des nations du G8, qui représentent à elles seules 68% du RNB total des donateurs : le Japon, l'Italie et les États-Unis.

Sujet : Consacrer 0.7% du revenu à l'aide publique au développement	
<b>Félicités pour leurs efforts soutenus :</b>	<b>Devoirs supplémentaires pour les traînants :</b>
Norvège	Espagne
Danemark	Autriche
Luxembourg	Nouvelle Zélande
Suède	Grèce
Pays-Bas	Japon
	Italie
	États-Unis

## Pourrait mieux faire : l'annulation de la dette doit être étendue à d'autres pays

Le 6 janvier 2006, le FMI a annulé les dettes de 19 pays parmi les plus pauvres du monde. En juillet 2006, la Banque mondiale a fait de même. Ces mesures transformeront des millions de vies.

- Dans le cadre des accords PPTE, les dépenses de réduction de la pauvreté dans les Pays pauvres très endettés d'Afrique ont augmenté en moyenne de 6% et jusqu'à 14% dans certains pays après l'annulation de la dette des PPTE.
- Au Bénin, 43% du montant de l'annulation de la dette PPTE sont allés à l'éducation en 2002, ce qui a permis de recruter des enseignants pour des postes vacants dans les campagnes.
- Au Malawi, les ressources PPTE ont été utilisées entre autres pour former 3 600 nouveaux enseignants par an<sup>12</sup>.

En Zambie, où la dette est passée de 7 milliards USD à environ 500 millions USD, des ressources vitales ont été dégagées pour la lutte contre la pauvreté. La Zambie vient de publier son nouveau budget pour 2006, qui augmente substantiellement la part des dépenses de santé et d'éducation. Les coûts liés aux soins de santé de base dans les régions rurales ont également été supprimés. Les dépenses supplémentaires de l'éducation incluront des fonds pour recruter plus de 4 500 enseignants, et en vue de construire et remettre en état des écoles dans les zones rurales et urbaines. Dans toute l'Afrique, l'allègement du poids de la dette permet d'attribuer des millions de dollars à la lutte contre la pauvreté au lieu de rembourser les pays riches<sup>13</sup>.

Cette évolution bienvenue est relativisée par les omissions manifestes du contrat et par certains donateurs qui ont freiné leurs engagements depuis l'annonce. Certains pays à faible revenu qui sont confrontés à d'importants challenges éducatifs, comme le Sri Lanka, le Vietnam et le Kenya, ont été exclus de l'opération d'annulation de la dette. Le gouvernement kenyan alloue un quart de ses revenus au service de la dette intérieure et internationale, un montant qui permettrait de doubler les budgets de santé et de lutte contre le VIH/sida<sup>14</sup>. Il n'est pas acceptable qu'un pays où plus de la moitié de la population vit dans un dénuement absolu, doive payer le service d'une dette extérieure qui s'est accumulée pendant des décennies, à cause de dirigeants peu scrupuleux et soucieux de nourrir des prêteurs qui leur ont accordé leur reconnaissance politique. Il y a peu de rapport entre les prêts initiaux et le développement. Leur remboursement constitue une entrave au développement. Si les bailleurs de fonds envisagent sérieusement de réduire la pauvreté, ce qui reste encore à démontrer, il est évident que ces dettes doivent être annulées.

Plus irritante encore est la décision unilatérale de la Banque mondiale de modifier la date limite des dettes remplissant les conditions d'annulation, initialement fixée aux dettes dues fin 2004, à celles dues fin 2003. Il s'agit d'une véritable gifle pour les pays qui ont fait de gros efforts afin de se conformer aux plans macroéconomiques du FMI. En un instant, 5 milliards USD ont été honteusement et grossièrement retirés du budget de lutte contre la pauvreté.

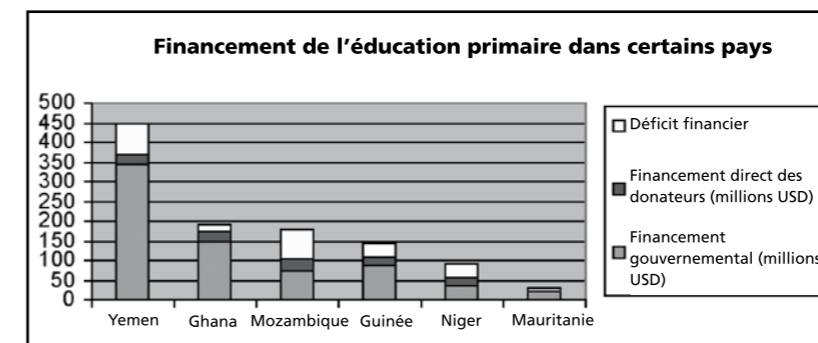
### Recommandations des partenaires de la coalition de la CME aux bailleurs de l'OCDE :

- ✓ définir un calendrier pour la réalisation de l'objectif d'aide de 0,7% du RNB
- ✓ cesser d'intégrer les annulations de la dette dans l'APD, comme il en a été convenu à la Conférence de Monterrey en 2002
- ✓ diriger l'aide vers les pays les plus pauvres
- ✓ étendre l'annulation de la dette à tous les pays à faible revenu ayant des stratégies de réduction de la pauvreté.

## 2. Le 'contrat global' pour l'éducation à la loupe

### Légères améliorations de l'aide à l'éducation, mais peut-être trop peu, trop tard ?

Dans l'atmosphère grisante et optimiste de la conférence de Dakar, les pays riches et



Source: Oxfam (2006) non publié

pauvres ont convenu d'un contrat global reconnaissant le fait que l'aide est indispensable pour atteindre les objectifs d'éducation dans les pays pauvres. En effet, même en consacrant plus de 20% de leur budget à l'éducation, des gouvernements responsables comme ceux du Mozambique ou de la Tanzanie n'ont toujours pas les moyens d'offrir une scolarité primaire de base de bonne qualité à tous leurs enfants. Le graphique ci-contre illustre comment des pays qui se sont réellement appliqués à allouer des ressources internes à l'éducation

sont freinés par des déficits financiers persistants négligés par les bailleurs de fonds.

Les promesses annoncées par les donateurs incitent les gouvernements des pays en développement à faire naître de nouveaux espoirs dans leurs populations. En 2005, des augmentations budgétaires pour l'éducation ont été promises en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et au Niger. Le Pakistan s'est engagé à fournir des manuels scolaires gratuits et des subventions pour les filles scolarisées au Pendjab, et a entrepris d'améliorer les infrastructures dans 64 000 écoles. En Sierra Leone, au Soudan, au Burundi et en Zambie, des ministres ont déclaré vouloir supprimer les frais de scolarité. Le gouvernement philippin a décidé d'embaucher des enseignants supplémentaires. Lorsque le Burundi a aboli les frais de scolarité en 2005, 500 000 nouveaux élèves se sont immédiatement inscrits dans les écoles<sup>15</sup>. Si les donateurs ne tiennent pas leurs engagements, ce sont littéralement des millions d'enfants qui en paieront le prix.

Le Mozambique, par exemple, a supprimé les frais d'inscription scolaires et a construit 2 000 écoles neuves depuis 2002. Mais le ratio enseignant/élèves a grimpé à 70:1 et de nombreux enfants sont scolarisés dans des classes faites de terre et de branches ou sous des arbres. Ces pratiques ont forcément des répercussions négatives sur les possibilités d'apprentissage des



Classe d'école primaire, Mozambique

enfants, mais elles ont aussi des conséquences plus graves. Le 30 septembre 2003, une catastrophe s'est produite à l'école primaire Mkomachi au Malawi où des enfants qui suivaient des leçons sous un arbre ont été atteints par une branche qui, dans sa chute, a tué deux élèves et en a blessé sept autres. À cette époque, 19 classes sur 27 se déroulaient en plein air. Cet exemple et de nombreux autres soulignent l'urgence de combler les déficits de financement de l'éducation.

L'aide des pays riches à l'éducation de base s'élève peu à peu, et a même marqué une légère accélération au cours des derniers 24 mois. Les engagements promis à l'ensemble des pays en développement ont atteint 3,3 milliards USD<sup>16</sup> au total en 2004, ce qui représente un peu moins de la moitié des 7 milliards USD



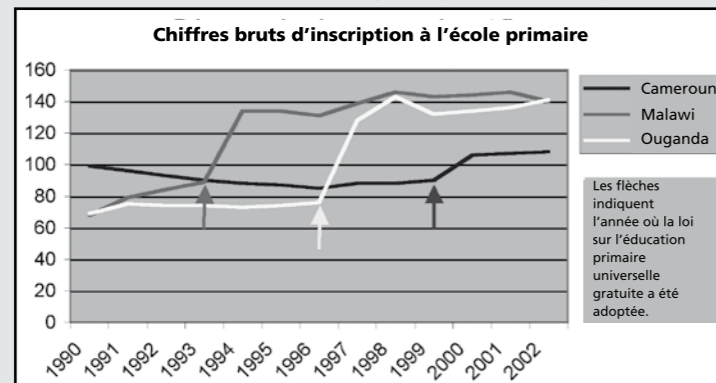
d'aide externe indispensable selon les Nations Unies. Ce montant représente plus de 11% de l'ensemble des engagements d'APD et signifie qu'en l'espace de deux ans, une aide annuelle supplémentaire de 1,6 milliard USD a été engagée. Une augmentation similaire apparaît de manière évidente lorsque l'on examine l'aide à l'éducation de base pour les seuls pays à faible revenu : l'engagement est passé de 700 millions USD en 2002 à 1,8 milliard USD en 2004. Cependant, même si toute augmentation est la bienvenue, la lenteur et la modestie de la hausse constituent une preuve indéniable de l'incapacité des bailleurs de fonds à honorer leur part du contrat conclu à Dakar – en dépit du fait que six années ont passé depuis. Et, si les déclarations de 2005 sont encourageantes, le prochain Rapport de progression du FTI<sup>17</sup> démontrera que les décaissements de l'APD pour l'éducation de base dans les pays à faible revenu n'atteindront que 3,7 milliards USD en 2015.

Cette contribution partielle va laisser les pays en proie à de nombreux défis majeurs. Plusieurs facteurs indiquent qu'un financement externe total dépassant les 7 milliards USD sera nécessaire. Le gouvernement britannique estime aujourd'hui que le déficit financier en vue d'atteindre l'éducation primaire universelle et l'égalité des sexes s'élève à 10 milliards USD par an<sup>18</sup>. Ce chiffre intègre certains facteurs qui ne sont pas pris en compte dans d'autres estimations :

- La lenteur de la progression des flux d'APD pour l'éducation depuis 2000.
- Des évaluations plus réalistes de la croissance économique et des ressources internes disponibles.
- Les coûts liés à l'abolition des frais de scolarité et à la fourniture de subventions permettant aux enfants déshérités – notamment aux filles – d'aller à l'école.
- Les coûts de la pandémie de VIH/sida pour les systèmes éducatifs.
- Les coûts liés à la délivrance de l'éducation dans des États fragiles ou dans des pays instables, touchés par des conflits ou des catastrophes naturelles.

### Gratuité de l'éducation – une initiative courageuse à soutenir

Au cours de la dernière décennie, une orientation politique passionnante a déferlé sur l'Afrique, surprenant les donateurs comme les experts de l'éducation. Depuis 1994, près de 15 pays africains ont pris des mesures pour supprimer les frais de scolarité et 12 d'entre eux l'ont fait depuis l'année 2000. Le Malawi a été le premier pays d'Afrique à abolir les frais de scolarité en 1994. Il a été suivi par l'Éthiopie (1996), le Ghana (éducation primaire universelle gratuite et obligatoire en 1996, subventions individuelles en 2004), l'Ouganda (1997), le Lesotho (1999), le Cameroun (1999), Madagascar (2002), la Tanzanie (2002), la Zambie (2002), le Kenya (bourses scolaires en 2003), le Mozambique (soutien direct aux écoles 2003) et le Bénin (2004). Récemment, la République démocratique du Congo (RDC) et le Burundi ont



annoncé l'abolition des frais de scolarité (2005).

L'abolition des frais de scolarité entraîne une progression des inscriptions dans les écoles, comme le démontrent les chiffres provenant de différents pays : dans l'année qui a suivi la suppression des frais, les inscriptions ont augmenté de 68% au Malawi et en

Ouganda, de 22% au Kenya et de 11% au Lesotho (mais 75% pour le cours préparatoire). Le graphique suivant montre l'afflux des inscriptions qui a suivi l'abolition des frais.

L'abolition des frais de scolarité rend aussi l'accès à l'éducation plus équitable : Suite à la suppression des frais, les taux d'inscription ont progressé particulièrement rapidement parmi les enfants déshérités du Cambodge, d'Ouganda, du Malawi, de Zambie et du Timor oriental. Les taux d'inscription des filles ont augmenté en Ouganda, au Kenya et au Timor oriental, ce qui a permis d'atténuer la différence des sexes dans ces pays. Les disparités ville-campagne se sont réduites en Ouganda et au Timor oriental, les inscriptions des orphelins du VIH/sida et d'autres enfants vulnérables ont monté au Lesotho et au Kenya après l'abolition des frais.

Sources : School Fee Abolition Initiative Operational Guidelines (2006); Oxfam International In the Public Interest Septembre 2006



Chaque année qui passe rend de plus en plus pressante l'urgence d'une action efficace qui permettrait aux pays de développer et d'améliorer leurs systèmes éducatifs, particulièrement quand ils sont toujours plus nombreux à adopter des mesures courageuses en faveur de la gratuité de l'éducation. En 2009 au plus tard, les pays doivent être capables d'embaucher et de retenir tous les nouveaux effectifs d'enfants en leur offrant une éducation de qualité. Cela veut dire qu'il faudra qu'ils disposent, parmi de nombreuses autres exigences de délivrance efficace de service, de suffisamment d'enseignants formés, embauchés et soutenus, et de salles de classe résistantes aux intempéries et équipées de livres. De plus, les communautés devront être convaincues des bénéfices des investissements dans l'éducation de leurs enfants.

Sujet : Fournir une participation équitable à l'aide à l'éducation de base	
<b>Félicités pour leurs efforts soutenus :</b>	<b>Devoirs supplémentaires pour les trainards :</b>
Pays-Bas	Autriche
Norvège	Italie
Luxembourg	Portugal
Danemark	Espagne
	Japon

Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Norvège distribuent bien plus que leur participation équitable à l'éducation de base<sup>19</sup>. L'Irlande, la Grèce, la Suède et le Royaume-Uni ont bien travaillé en 2004 afin d'atteindre un volume d'aide à l'éducation correspondant à leurs revenus. En 2006, le Royaume-Uni a en outre annoncé que l'éducation de base bénéficierait en priorité de l'augmentation de l'aide prévue entre aujourd'hui et 2015 – quelques 16 milliards USD promis sur une période de 9 ans. Par cette approche révolutionnaire, un défi est lancé aux autres pays riches, notamment ceux appartenant au G8, pour garantir des financements prévisibles sur ce problème crucial.

Mais à l'autre extrémité de l'échelle, on trouve les nations qui font cavaliers seuls. L'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Portugal, l'Espagne, la Suisse et les États-Unis ne fournissent même pas 20% de leur participation équitable à l'éducation de base. Le fait que trois de ces pays soient également membres du G8, qui n'a cessé de répéter ses promesses concernant l'éducation, constitue une hypocrisie flagrante.

### Mieux valoriser l'argent : Les bailleurs de fonds n'agissent pas encore suffisamment pour aider les plus pauvres, notamment les filles, à accéder au droit à l'éducation

En 2005, les nations du monde ont raté le premier Objectif du millénaire pour le développement qu'ils s'étaient fixé : garantir la scolarisation d'un nombre équivalent de filles et de garçons en primaire et en secondaire. L'objectif est loin d'avoir été atteint, avec 94 pays présentant des disparités entre les sexes à l'inscription. Dans 37 pays, il y a moins de



Népal, VSO

trois filles scolarisées pour quatre garçons. Pourtant, bien que partenaires égaux dans la réalisation des OMD, les bailleurs de fonds ne montrent toujours aucune volonté de faire évoluer leur aide en vue de corriger cette injustice fondamentale. Les coupables de cette année ne sont peut-être pas ceux de l'an dernier, mais il n'existe que très peu de signes dans la démarche des donateurs indiquant une propension à diriger l'aide vers les pays présentant les pires disparités.

L'éducation des filles a un impact immense sur les autres domaines de développement. Dans beaucoup de pays pauvres, les filles constituent une main d'œuvre de dernier recours lorsque les systèmes étatiques se sont écroulés. Elles travaillent dans les fermes et les entreprises, s'occupent de leurs parents malades et de leurs frères et sœurs lorsqu'ils sont orphelins, et sont malheureusement



souvent dans l'obligation de vendre leur corps afin d'acheter à manger quand les temps sont particulièrement durs. Les filles éduquées courent moins de risques de contracter le VIH, leurs enfants seront moins exposés aux maladies, et il existe une corrélation positive directe entre le nombre d'années de scolarisation d'une fille et son revenu ultérieur.

Dans le Bulletin scolaire de cette année, nous avons identifié les pays qui aident les nations dans lesquelles les filles sont désavantagées par rapport aux garçons. Le Japon, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et la Grèce consacrent tous moins de 10% de leur APD à l'éducation de façon à contribuer à atténuer l'inégalité entre les sexes dans l'éducation. En donnant plus de 35% de leur aide à ces pays, les États-Unis se placent en tête de cette catégorie. Les autres bons élèves sont la Suède, la Belgique, le Canada et le Luxembourg.

Sujet : Fournir une assistance aux pays à faible revenu et aux pays où les filles sont privées d'éducation	
<b>Félicités pour leurs efforts soutenus:</b> Danemark Norvège Irlande Suède Portugal* Belgique	<b>Devoirs supplémentaires pour les traînants :</b> France Autriche Grèce Espagne

\*Le Portugal figure dans cette catégorie grâce à un important allègement de la dette de l'Angola en 2004. Bien que cet allègement permette souvent d'augmenter l'allocation budgétaire à l'éducation, il ne devrait pas être inclus dans les chiffres de l'APD, comme convenu à la Conférence de Monterrey en 2002.

Notre analyse fait écho à celle du Rapport mondial de suivi 2006 de l'UNESCO qui a mis en évidence le fait que "des volumes disproportionnés d'aide vont à des pays à revenu moyen avec des indicateurs relativement bons dans le secteur social"<sup>20</sup>. Cependant, selon le secrétariat du FTI, bien que 50% de l'APD à l'éducation générale continue à être attribuée à des pays à revenu moyen, la proportion de l'APD à l'éducation de base allouée aux pays à revenu faible semble augmenter, passant de 62% en 2002 à 70% en 2004. Cette tendance encourageante semble indiquer que certains bailleurs s'efforcent de diriger leur aide vers les pays où elle aura le plus d'impact. Il faut pourtant remarquer que certains pays à faible revenu parmi les plus peuplés ne reçoivent qu'un montant relativement limité d'aide à l'éducation de base – comparable à celui observé dans des pays qui ont cinq fois moins d'enfants privés d'éducation. De plus, une tendance inquiétante persiste, qui consiste à négliger les besoins des pays en situation difficile – et à abandonner des enfants dans des conditions extrêmement éprouvantes, sans leur apporter le soutien dont ils auraient besoin.

### Les plus fragiles reçoivent le moins d'aide : l'éducation dans les pays en conflit

L'éducation est un droit humain fondamental pour chaque enfant, quelles que soient les circonstances. Cependant, les enfants vivant dans des États fragiles en conflit ont moins de possibilités de pouvoir aller à l'école. Une analyse de Save the Children, membre de la CME, a découvert que, dans 30 États fragiles affectés par des conflits, 43 millions d'enfants sont privés d'école, le taux d'inscription net en primaire s'élève à 67,8% et le ratio d'inscriptions en primaire filles:garçons y est de 87:100.

Lorsqu'ils ont la chance de pouvoir aller à l'école, les enfants risquent de devoir batailler pour achever leur éducation dans des établissements où les livres manquent, où les tailles des classes sont élevées, où l'enseignement est de piètre qualité et le soutien des professeurs limité. En outre, dans les pays en conflit, les enfants risquent de voir leur éducation interrompue, leurs écoles détruites et leurs espoirs pour l'avenir envolés. Pourtant, en dépit de leurs immenses besoins d'éducation, ces pays perçoivent 50% d'aide en moins en comparaison des autres pays à faible revenu. Pour réaliser l'Éducation pour tous dans ces pays, il est essentiel de répondre aux défis majeurs énoncés ci-dessous :



#### Accroissement du financement

Le premier problème, le plus crucial aussi, réside dans l'inadéquation totale entre l'allocation actuelle de l'aide et la délivrance de services éducatifs dans des contextes d'urgence, de crises chroniques et de reconstruction. Les raisons de cette situation sont liées à l'insuffisance de l'aide en général, aux donateurs qui ne souhaitent pas prendre de risques dans des environnements difficiles ainsi qu'à l'incapacité de la communauté des bailleurs de fonds à déterminer des mécanismes de financement appropriés qui permettraient une utilisation efficace des fonds.

#### Continuité du financement

En situation d'urgence extrême, l'aide humanitaire est habituellement convoyée au moyen de mécanismes rapides de financement à court terme, qui, pour la plupart, reposent essentiellement sur les intervenants non étatiques et les ONG pour la délivrance des services de base. En vue d'assurer la continuité du financement de la délivrance des services, il faut mettre en place une meilleure transition des modalités de financement entre la phase d'urgence et l'étape de développement. En outre, dans la mesure où les États fragiles et affectés par des conflits souffrent souvent d'une grande faiblesse ou d'une insuffisance de capacités et qu'ils sont encore moins bien placés pour atteindre les OMD que d'autres États, les flux de l'aide doivent se poursuivre à plus long terme que dans d'autres pays en développement, de manière à assurer les services publics pour l'avenir.

#### Transparence et efficacité

La délivrance de l'éducation dans les communautés en conflit ou affectées par une catastrophe est rarement vraiment transparente, en partie à cause de la paralysie de la société civile, elle aussi touchée. La tentative la plus systématique d'introduire une certaine transparence dans la délivrance des services éducatifs réside dans les normes minimales du Réseau inter-agences pour l'éducation d'urgence (INEE) qui couvrent divers problèmes liés à l'éducation et insistent sur la nécessité de disposer de fonds suffisants et de démarches de financement transparentes et coordonnées.

*"Il n'existe aucun exemple ni aucune trace dans l'histoire d'une guerre déclenchée par des enfants. Pourquoi alors en sont-ils les premières victimes ?"*

**Kailash Satyarthi, Président de la CME**

De nombreux bailleurs de fonds ont fait de gros efforts pour augmenter la part de l'APD consacrée à l'éducation de base dans les pays à faible revenu ; le Danemark, l'Irlande, la Suède et le Royaume-Uni allouent 80% ou plus de leur APD à l'éducation à ces pays. Ceux qui obtiennent de mauvais résultats nous sont malheureusement déjà familiers : l'Autriche, la Grèce, l'Espagne et la Suisse donnent moins de la moitié de leur APD à l'éducation aux nations les plus pauvres. La France, qui a obtenu de bons résultats dans d'autres domaines, se montre chiche quand il s'agit d'aider les pauvres du monde à acquérir une éducation, et ne donne à ces pays que 38% du montant total disponible.

Conséquence de cette lenteur continue du rythme d'évolution : les pays pauvres revoient leurs plans à la baisse afin de les ajuster aux fonds disponibles. Et lorsque les plans deviennent moins ambitieux, leur viabilité est remise en cause par les donateurs. Comme l'a souligné cette année l'un des bailleurs de fonds : " Il faut briser le cercle infernal des pays qui réduisent leurs plans en raison de leurs inquiétudes concernant la disponibilité des fonds, tandis que les donateurs ne fournissent pas les fonds parce qu'il n'existe pas de plans ambitieux "<sup>21</sup>.

Un grand nombre de budgets établis pour l'éducation primaire universelle n'incluent pas tous les investissements nécessaires. Au Kenya, par exemple, l'éducation primaire 'gratuite' qui est devenue obligatoire légalement en janvier 2003 couvre uniquement l'enseignement. Toutes les autres dépenses sont à la charge des parents. " Le déficit financier du secteur [éducatif] va passer de 1,9 milliards de shillings kenyans en 2006 à 9,5 milliards en 2010. Environ 98% de ces ressources sont réservés aux salaires et seuls 2% couvrent les autres coûts, notamment les manuels scolaires et les salles de classe... plus de 1,5 million d'enfants sont [toujours] privés d'école en raison des dépenses induites par la scolarisation, auxquelles les familles pauvres peuvent difficilement faire face "<sup>22</sup>.

Si les gouvernements des pays en développement et des pays riches honorent les promesses



qu'ils ont faites, il y aura suffisamment de fonds pour que des pays comme le Kenya puissent offrir une éducation primaire à tous. Dans le cas contraire, l'éducation restera un luxe qui divise le monde entre ceux qui y ont accès et les autres.

#### Recommandations des partenaires de la coalition de la CME :

- ✓ Les donateurs doivent focaliser leur aide à l'éducation sur les pays les plus pauvres et sur ceux où les filles sont les plus exposées à la discrimination
- ✓ Les gouvernements des pays en développement doivent mettre en place des plans pour une éducation réellement gratuite pour tous – en incluant les manuels scolaires, les matériels, le transport et le coût de la formation, du recrutement et du maintien des enseignants.
- ✓ Les gouvernements des pays en développement doivent allouer au moins 6% du RNB et 20% des budgets nationaux à l'éducation.
- ✓ Les gouvernements donateurs doivent inciter les pays à formuler des plans ambitieux en offrant une aide à long terme et prévisible jusqu'en 2015.
- ✓ Les donateurs doivent augmenter l'aide afin de participer de manière équitable au financement du déficit de 7 milliards USD pour l'éducation dans les 2 années à venir.

## 3. Améliorer l'impact et la rentabilité de l'aide

### Initiative Fast-Track de l'Éducation pour tous : un moteur bien réglé, mais pas d'essence dans le réservoir ?

L'Initiative Fast-Track a été créée par les donateurs eux-mêmes, dans le but d'éviter ce type de marchandage au sujet de l'éducation des enfants. Elle est née de l'idée de créer un partenariat qui permettrait de sortir des sentiers battus. Le FTI encourage d'une part, les pays en développement à mettre en place des stratégies solides et d'autre part, la communauté des bailleurs à soutenir ces stratégies. Il fournit des fonds afin d'aider dans un premier temps les ministres à ériger des plans, et incite les gouvernements à placer l'éducation primaire en tête de leur politique sociale ainsi qu'à engager davantage de ressources politiques et financières. Il demande ensuite aux donateurs de collaborer entre eux et d'associer leurs ressources, afin d'améliorer l'efficacité de l'aide. Mi-2006, les plans de 20 pays ont été approuvés par le FTI.

Le FTI a été soutenu avec enthousiasme par la Banque mondiale et quelques donateurs, notamment les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède. La Russie, en qualité de membre du G8, commence aussi à lui apporter son soutien. Et pourtant, si les pays pauvres ont largement rempli leur part du contrat, les pays riches ont manqué à leur parole. Les premiers 20 pays sont toujours confrontés à un déficit collectif de quelques 415 millions USD par an.



### Le défi de l'éducation dans les pays approuvés par le FTI<sup>23</sup>

Pays	Population en âge scolaire, 2003	Enfants privés d'éducation (chiffres bruts) 2003	Éducation gratuite garantie par la loi	% d'enfants achevant le 5ème niveau en 2001/02
Burkina Faso	2 192 000	1 398 000	Non	66
Djibouti	113 000	74 000	Non	80
Éthiopie	11 557 000	5 780 000	Non	62
Gambie	209 000	44 000	Oui	-
Ghana	3 203 000	1 323 000	Oui	63
Guinée	1 317 000	455 000	Non	80
Guyane	90 000	1 000	Oui	77
Honduras	1 073 000	132 000	Oui	-
Kenya	6 050 000	2 030 000	Oui	59
Lesotho	331 000	47 000	Non	73
Madagascar	2 389 000	511 000	Oui	53
Mauritanie	447 000	145 000	Oui	61
Moldavie	251 000	53 000	Oui	-
Mozambique	2 617 000	1 171 000	Non	49
Nicaragua	851	124 000	Oui	65
Niger	1 971 000	1 218 000	Oui	69
Tadjikistan	628 000	-	Oui	-
Timor Leste	123 000	-	N/A	-
Vietnam	8 749 000	544 000	Oui	87
Yémen	3 535 000	997 000	Oui	76
<b>Total</b>	<b>47 millions</b>	<b>16 millions</b>		

L'incapacité des pays riches à honorer leur part du pacte a des conséquences négatives évidentes pour les pays déjà approuvés par le FTI. À eux tous, ils représentent un peu plus de 15% des enfants privés d'éducation dans le monde – 16 millions d'enfants, dont les vies restent incertaines pendant que les donateurs ergotent sur des montants ridicules, comparés à leur richesse nationale. Le FTI pourrait intégrer 40 pays supplémentaires dans les deux années à venir, et atteindre ainsi 75% des enfants privés d'éducation dans le monde. Mais le piètre support fourni par les donateurs jusqu'à présent signifie que cette initiative novatrice riche de potentiel reste, au mieux précaire, au pire vouée à l'échec.

Quelques nouveaux espoirs ont surgi suite aux déclarations du gouvernement britannique assurant qu'il fournirait un financement prévisible et à long terme pour les plans de dix ans présentés par les pays en vue de réaliser l'éducation primaire universelle et l'égalité des sexes. En mai 2006, à l'occasion de la Conférence d'Abuja sur le financement du développement, 22 pays se sont engagés à retravailler et à développer leurs plans éducatifs afin d'attirer des financements du Royaume-Uni et d'autres bailleurs de fonds. Cette démarche, si elle est menée avec soin, pourra redynamiser profondément le FTI. Le Royaume-Uni a assuré qu'il n'avait pas l'intention de créer une initiative parallèle et la CME soutient sans réserve cette démarche.

On considère que le FTI est l'une des rares approches efficaces permettant d'harmoniser l'aide des bailleurs de fonds aux pays en développement. Dans la Déclaration de Paris de 2005, les gouvernements donateurs ont promis d'harmoniser et de coordonner leur aide aux pays en développement, de manière à ce qu'elle soit plus efficace et qu'elle ait plus d'impact sur la pauvreté. Cependant, un nombre très limité de nations ont annoncé leur engagement dans le FTI. Les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, et plus récemment le Royaume-Uni et la Russie, se sont faits les champions de cette initiative. L'Espagne et le Canada ont aussi annoncé récemment



des contributions supplémentaires, modestes mais toujours bienvenues, au Fonds catalytique du FTI. D'autres pays, comme l'Allemagne, ne peuvent contribuer directement en raison de limitations constitutionnelles, mais ils pourraient augmenter leur aide bilatérale aux pays approuvés par le FTI. Un travail important a été réalisé pour construire le FTI comme démarche viable de développement ; son effondrement, causé par l'absence de volonté financière des bailleurs de fonds, constituerait une véritable catastrophe.

Sujet : Financer l'Initiative Fast-Track et les pays approuvés par le FTI	
<b>Félicités pour leurs efforts soutenus :</b>	<b>Devoirs supplémentaires pour les traînants :</b>
Pays-Bas	Suisse
Luxembourg	Finlande
Norvège	Australie
Irlande	Autriche
Royaume-Uni	Espagne
Suède	Italie
	Grèce

### L'importance de l'aide 'réelle' – la qualité de l'aide s'améliore quelque peu cette année

Les gouvernements des pays en développement engagés dans la réalisation de l'éducation primaire universelle doivent aussi tenir compte des préférences des pays riches en matière de pratiques d'aide ; celles-ci peuvent avoir d'importantes répercussions sur leurs capacités de financement des principales dépenses courantes de l'éducation. Il existe trois façons reconnues par lesquelles l'aide peut soutenir, et non entraver, les efforts des pays en vue de construire des systèmes d'éducation solides.

#### 1. Délivrer l'aide de l'achat de biens et de services provenant des pays donateurs

Suite à la pression constante exercée au cours des dernières années pendant les campagnes et par divers groupes de pression, on constate que le nombre de donateurs qui lient leur aide à l'achat de biens et de services provenant de leur pays ou de fournisseurs préférentiels est plus réduit que jamais. L'aide liée est cause d'inefficacité, dans la mesure où les pays en développement n'ont pas la possibilité de rechercher les matériels et les consultants sur un marché libre où ils peuvent exiger les meilleurs tarifs. Une poignée de bailleurs continuent à lier un tiers ou plus de leur aide bilatérale selon ce schéma, mais la plupart d'entre eux contribuent désormais par le biais de canaux multilatéraux, où cette pratique est encore moins répandue. Le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas appartiennent à cette catégorie. L'Autriche et les États-Unis refusent toujours de fournir des données sur cette question, et nous sommes donc dans l'incapacité de comparer leurs résultats à ceux de leurs pairs. Ils ont écopé d'un zéro dans nos bulletins scolaires en raison de leur refus de dévoiler leur politique.

#### 2. Distribuer l'aide par le biais de l'approche sectorielle et du soutien budgétaire général en vue de conforter la fourniture nationale de services.

Les Bulletins scolaires précédents ont souligné les limites de l'approche fondée sur des projets pour aider l'éducation. L'augmentation de l'aide apportée sur une base sectorielle, permettant de répondre de façon cohérente à différents besoins du système éducatif, est extrêmement positive. Certains donateurs ont également fait preuve récemment de leur volonté de passer à une nouvelle étape importante en contribuant sous la forme d'un soutien budgétaire général. Ce type de financement est distribué directement aux Trésors publics des pays en développement pour soutenir les budgets adoptés. Les rapports 2006 du Département du développement international (DFID) indiquent : "Une évaluation commune menée récemment en Tanzanie a conclu que le SBRP (Soutien budgétaire à la réduction de la pauvreté) a fourni une contribution majeure à la qualité de la gestion macro-économique, avec une inflation faible et une croissance économique solide. L'augmentation importante des ressources discrétionnaires allouées au budget a permis de stabiliser la dette intérieure ; de développer les services d'éducation, de santé, la gestion de l'eau et l'entretien des routes ; d'améliorer et de moderniser les systèmes de gestion des finances publiques"<sup>24</sup>.



Sujet : Délivrer une aide de qualité pour améliorer l'efficacité	
<b>Félicités pour leurs efforts soutenus :</b>	<b>Devoirs supplémentaires pour les traînants :</b>
Danemark	Autriche
Irlande	États-Unis
Norvège	
Suède	
Royaume-Uni	

Une récente étude sur l'aide de l'OCDE dans sept pays en développement ayant de faibles taux d'inscriptions en primaire montre aussi que le soutien budgétaire général favorise souvent l'accroissement des investissements dans le secteur éducatif<sup>25</sup>. C'est pourquoi la CME a intégré pour la première fois une mesure de l'investissement des donateurs dans ce type de financement. Le Danemark, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni sont les premiers dans ce domaine. D'autres pays, comme le Canada, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède s'enthousiasment peu à peu.

#### 3. Réduire la portion de l'aide dépensée pour des consultants onéreux

Le troisième facteur qui empêche les pays d'utiliser l'aide pour soutenir la délivrance de services sectoriels est lié au montant disproportionné dédié à la coopération technique. La coopération technique est financée à travers les programmes d'APD de presque tous les donateurs, mais les contributions de la France, de l'Allemagne, du Japon et des États-Unis représentent près de 75% des dépenses totales de l'OCDE pour la coopération technique. Ce financement sert à employer du personnel qualifié et à payer la formation et la recherche. L'un des points de controverse réside dans le coût et le transfert de compétences entre donateur et destinataire. La Banque mondiale estime qu'un tiers de l'APD à l'éducation est utilisée pour payer très cher des consultants dont le salaire journalier suffirait à payer le salaire annuel d'un enseignant<sup>26</sup>. Le niveau de compétence laissé par ces 'spécialistes' dans leur sillage est largement contesté. Une autre critique concerne la tendance de cette démarche à amener une homogénéisation des systèmes partout dans le monde – de nombreuses questions se posent sur la capacité des conseillers étrangers à formuler et à implémenter des systèmes qui bénéficient à des populations déshéritées qu'ils ne connaissent que peu, sinon par un savoir économique général.

Il est extrêmement difficile de calculer la valeur réelle de la coopération technique à partir du système de description de l'aide de l'OCDE. Les donateurs ne peuvent choisir que deux options pour définir la coopération technique pour chaque programme, soit 100%, soit 0%. Pour cette raison, les résultats des données sont parfois contradictoires, mais la tendance générale qui émerge de ces données est confirmée par nos partenaires de la coalition dans les pays en développement. La Grèce, la Suisse, l'Australie, la Belgique et l'Autriche fournissent une proportion élevée de leur APD à l'éducation sous forme de coopération technique. Le Royaume-Uni, les États-Unis, le Japon et la France distribuent de larges volumes de coopération technique, et leur influence s'en ressent donc souvent plus vivement. À l'autre extrémité de l'échelle, on trouve le Danemark, l'Irlande et la Suède qui ne dépensent qu'une part infime de leur APD en coopération technique.

### Les enseignants – oubliés au cœur de l'éducation

Face à tant d'incertitudes concernant leurs recettes futures, l'un des principaux défis pour les gouvernements des pays riches est peut-être le recrutement, la formation et la rémunération des enseignants. Les enseignants constituent la pierre angulaire de tous les systèmes éducatifs – les salles de classes, les manuels et les programmes sont insignifiants s'il n'y a pas suffisamment d'enseignants formés correctement pour faire cours. Le rôle des enseignants, qui représentent l'ingrédient indispensable au succès de tout le projet de l'EPT, est aujourd'hui de plus en plus reconnu :



*"Il n'est pas possible de juste offrir l'éducation primaire. Il faut former des enseignants."*

**Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale** <sup>27</sup>

*"Si vous mettez de l'argent dans l'éducation sans fournir d'enseignants, cela ne marchera pas."*

**Le représentant résidant du FMI en Zambie**<sup>28</sup>.

Il manque aujourd'hui 2 millions d'instituteurs dans le monde. Pour atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement visant à fournir une éducation primaire universelle à tous les enfants d'ici à 2015, il faudra former et recruter 18 millions d'enseignants au cours des dix prochaines années. Si une chose peut galvaniser les donateurs et les pousser à délivrer de toute urgence une aide prévisible et à long terme, c'est bien la prise de conscience que, sans ces enseignants, nous n'avons absolument aucun espoir de réaliser l'Éducation pour tous. L'approche partielle et ponctuelle des bailleurs de fonds concernant le financement des stratégies éducatives empêche les pays en développement de prendre le risque de former et de recruter davantage d'enseignants. Mais les enseignants ne peuvent pas être embauchés avec des promesses.

*"Aucun gouvernement prudent n'investira dans la formation d'enseignants supplémentaires s'il n'est pas assuré de disposer d'un financement à long terme pour payer leurs salaires."*<sup>29</sup>

Les pays qui ont le plus besoin de nouveaux enseignants sont aussi ceux qui possèdent actuellement les enseignants les moins qualifiés. Neuf ans de scolarité constituent probablement le minimum absolu de qualification nécessaire pour enseigner, et pourtant, 43% des enseignants au Congo et 55% d'entre eux au Laos n'atteignent pas ce niveau. Le plus grand défi réside dans les pays d'Afrique subsaharienne. La région va avoir besoin d'augmenter son stock actuel d'enseignants de 68% - de 2,4 à 4 millions - en moins de dix ans. D'ici à 2015, le Tchad aura besoin de quatre fois plus d'instituteurs et l'Éthiopie devra doubler son personnel d'enseignement primaire<sup>30</sup>.

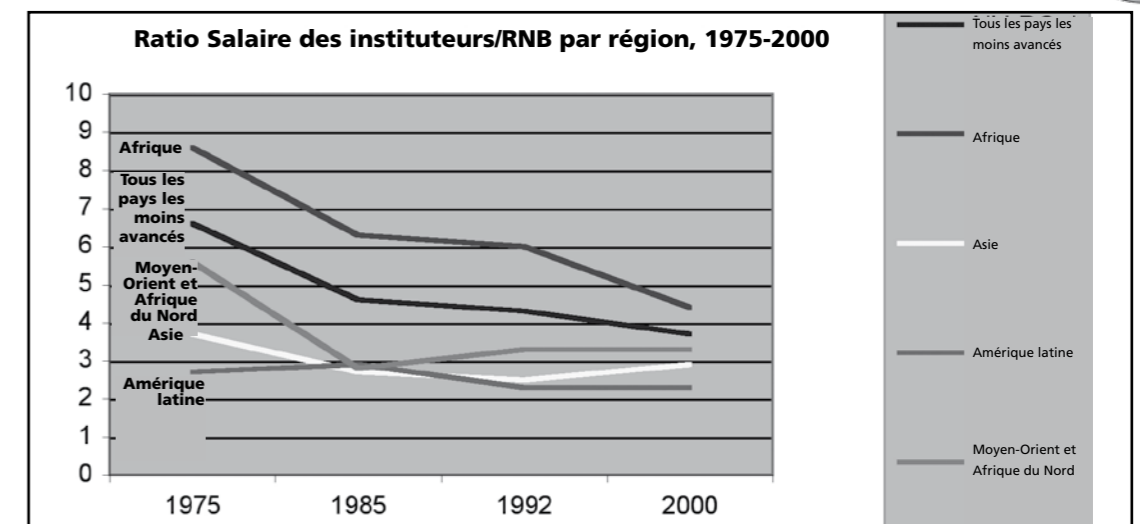
### Signer un contrat avec la pauvreté : le lot des enseignants en 2006

Dans les pays à faible revenu, les enseignants travaillent dans des conditions scandaleuses pour des salaires qui, non seulement ne suffisent pas à vivre, mais sont de plus versés sporadiquement. M. Boureima, un instituteur du Niger, a exprimé en 2005 ses préoccupations concernant la médiocrité de son salaire et de ses conditions de travail :

*"Pendant des mois, je suis passé par les pires tourments, l'angoisse et l'indécision, tournant et retournant les choses dans ma tête pendant de longues journées et des nuits d'insomnie. D'un côté, ma conscience me disait de poursuivre mes cours, car ma classe de 67 filles et garçons de sept et huit ans semblait me voir comme un sauveur ; d'autre part, je savais avec certitude que la fortune ne me sourirait jamais et que je ne pourrais jamais améliorer ma vie ici, dans cet espace clos et loin de tout. À ces déchirements mentaux et émotionnels, s'ajoutaient des conditions physiques difficiles : en particulier, le manque de fournitures et de tables, les lieux inadaptés... ici, "l'école" est la seule institution symbolisant l'État. Pourtant, l'État était totalement absent de la scène."*

*"Devenir enseignant équivaut à signer un contrat avec la pauvreté"*

**Un enseignant du secteur public, Cameroun, avril 2006**



Source: Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous, 2006

Les enseignants sont sous-estimés et pire encore, ils sont responsables de tous les maux. Ils sont souvent les seuls représentants de l'État dans les villages des pays pauvres, et en tant que tels, on leur reproche tous les malheurs de leur communauté, même s'ils n'y peuvent absolument rien. Les rapports de la Banque mondiale dépeignent une profession où règnent l'absentéisme, la paresse et même la criminalité, sans que les enseignants ne puissent s'en défendre. Les restrictions de la facture salariale imposées par le FMI laissent peu d'espoir pour un avenir dans lequel les salaires des enseignants refléteraient l'importance de leur rôle dans le développement. Une prochaine étude de ActionAid International révélera que le FMI a imposé des conditionnalités sur la facture salariale du secteur public dans la moitié des 42 pays soutenus par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, ce qui entrave considérablement les gouvernements dans le recrutement d'un nombre suffisant d'enseignants pour atteindre les objectifs d'éducation. Après l'abolition des frais de scolarité au Kenya, le FMI n'a pas fait évoluer son plafonnement sur le recrutement des enseignants imposé en 1997. Les tailles des classes sont montées en flèche et la qualité s'est dégradée. Une étude d'Afrorad sur le FMI montre pareillement que les plafonnements des salaires en Éthiopie, au Malawi et en Zambie ont eu des répercussions négatives sur la capacité des pays à améliorer l'offre éducative proposée aux enfants inscrits à l'école.



Tobias Mwandila, Zambie (Oxfam)

Le VIH/sida et les autres maladies infectieuses ont un effet néfaste, non seulement sur le nombre d'enseignants, mais aussi sur les ressources et l'énergie des enseignants obligés de s'occuper des membres malades de leur famille, des frais de funérailles et d'un nombre croissant d'orphelins. Des estimations modérées évaluent le nombre d'enseignants décédés du sida en 2005 à 600 par an au Kenya, en Tanzanie et en Zambie, et à au moins 300 au Mozambique. Des estimations moins prudentes varient entre 1 100 et 1 300 décès annuels dans les quatre pays<sup>31</sup>. Tobias Mwandila, professeur d'histoire en Zambie, résume l'expérience vécue par de trop nombreux enseignants :

« Nous ne sommes souvent pas payés dans les temps, et devons parfois attendre notre salaire pendant 45 jours, mais nous devons quand même continuer à régler notre loyer et entretenir notre famille. Beaucoup de mes collègues ont des problèmes, les membres de leur famille sont morts suite à l'une des nombreuses maladies qui sévissent dans le pays. Et à l'école, les enfants dont nous nous occupons sont orphelins »<sup>32</sup>.

Face au manque d'argent, un nombre croissant de pays pauvres se tourne vers des enseignants qui ne possèdent que peu ou pas du tout de formation officielle afin de combler les manques. Au départ, cette mesure est souvent présentée comme une solution à court terme. Mais les



partenaires de la coalition de la CME remarquent que le court terme se transforme trop fréquemment en moyen, voire en long terme. La Banque mondiale soutient la formation et le recrutement de 'para-enseignants' – c.-à-d. des personnes non formées avec des salaires plus bas et des contrats plus courts –, et ce en dépit de ses propres recherches qui restent sceptiques sur les effets de cette politique au niveau des résultats des enfants. Au Togo, par exemple, " les élèves des enseignants classiques dépassent systématiquement ceux des enseignants sous contrat, même après vérification de leur niveau antérieur, des caractéristiques du foyer, de l'école et de la classe... les réformes ont entraîné une réduction du nombre de nouveaux enseignants de qualité "33. Au Pérou également " les enseignants non titulaires ont montré des taux d'absentéisme nettement plus élevés que les titulaires "34.

Et enfin, l'exode des enseignants les plus qualifiés vers les nations riches se poursuit. " Ils reviennent chaque année, et à chacune de leurs visites, nous perdons des dizaines d'enseignants ", se plaint Avril Crawford, présidente du Syndicat des enseignants de Guyane. 'Ils', ce sont les recruteurs britanniques en visite annuelle en Guyane pour y rencontrer les enseignants qui ont répondu à des annonces pour travailler en Grande-Bretagne35. La CME soutient le droit fondamental des enseignants à émigrer. Mais la raison qui les y pousse est le manque de formation et d'investissement des pays riches, même chez eux. Nous ne soutenons pas le recrutement actif dans des pays où la pénurie est extrême, et nous estimons que non seulement les gouvernements, mais aussi les agences de recrutement privées, devraient adhérer à un code de conduite interdisant ce genre de pratiques. Parallèlement, des initiatives comme celle financée par le DFID pour les professionnels de santé au Malawi ont prouvé qu'il était possible d'établir des partenariats pour améliorer à long terme les salaires et les conditions de travail des fonctionnaires dans les pays pauvres.

**Recommandations des partenaires de la coalition CME :**

- ✓ Le déficit de financement du FTI s'élevant à 415 millions USD pour 20 pays doit être comblé de toute urgence, au plus tard fin 2006
- ✓ Les bailleurs de fonds doivent apporter un financement à long terme, stable et prévisible, pour les plans du secteur éducatif dans les pays pauvres, en plaçant le FTI au centre de leurs initiatives afin de garantir un impact maximal
- ✓ Le FMI doit encourager l'engagement de ressources externes et internes plus importantes, en levant les plafonds salariaux imposés au secteur public et en allégeant les conditions, afin de permettre aux pays de définir des politiques à long terme favorisant la réduction de la pauvreté et la croissance économique
- ✓ La Banque mondiale doit renouveler son engagement envers une éducation de qualité en déclarant publiquement que les enseignants formés professionnellement représentent la solution idéale, et que les para-professionnels devraient être intégrés dans le personnel professionnel au bout de cinq ans.

# Conclusion : Le sable s'écoule dans le sablier

Il ne reste guère que deux ans pour mettre en place les salles de classe, les enseignants, les matériels et les autres ressources. Si l'aide n'est pas groupée en début de période, il n'y aura aucune chance d'y parvenir. Il faut que l'aide soit mise à disposition immédiatement.

Nous apercevons maintenant une possibilité d'atteindre notre objectif, l'éducation primaire pour tous en 2015. Des pays comme l'Irlande et le Luxembourg ont accompli d'immenses progrès en ce qui concerne l'augmentation de leur aide et son harmonisation avec celle des autres bailleurs de fonds. Le Royaume-Uni a courageusement décidé de s'engager dans des plans sur dix ans afin de financer les secteurs éducatifs des pays pauvres. La Norvège, la Suède, les Pays-Bas et le Danemark continuent à honorer leurs promesses, non seulement en fournissant leur participation équitable à l'aide, mais également en la coordonnant avec celle des autres donateurs. L'engagement des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Norvège et de la Suède dans l'Initiative Fast-Track montre qu'il est possible d'améliorer l'aide à l'éducation dans les pays qui en ont le plus besoin, à condition d'en avoir la volonté politique.

Mais ceux qui ont choisi de faire cavaliers seuls continuent à cracher leurs promesses vides. Il est particulièrement honteux de voir des pays du G8 comme le Japon, l'Italie et les États-Unis continuer à ne réserver qu'une part infime de leur revenu à l'APD. La France, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis poursuivent leurs pratiques douteuses dans la délivrance de l'aide : coopération technique, aide liée à des biens et des services.

D'autres systèmes économiques moins puissants de l'OCDE échappent souvent au radar, tandis que leurs résultats se dégradent. L'Autriche, l'Espagne, l'Australie et la Suisse pourraient apporter une contribution énorme à l'Éducation pour tous, mais pour l'instant, ils ne le font pas. À eux tous, ils pourraient combler le déficit de financement du FTI en augmentant leur APD à 0,33% du RNB et en réservant 7% de cette aide à l'éducation de base dans les pays approuvés par le FTI.

Les bailleurs de fonds doivent tous suivre le bon exemple montré par quelques-uns et entamer de véritables partenariats avec les pays en développement. Comme dans tout partenariat authentique, l'engagement à long terme et l'honnêteté peuvent devenir un véritable acte de foi et une pratique pour de nombreux donateurs de ce rapport. De tels partenariats améliorent également la transparence et la responsabilité que les donateurs réclament depuis longtemps. Le soutien budgétaire et sectoriel permet de plus aux peuples et aux parlements des pays en développement de demander des comptes à leurs gouvernements, sans s'entendre répondre que ce sont les donateurs qui contrôlent la situation.

Un grand nombre de ces donateurs participe aux conseils d'administration des institutions internationales, notamment ceux du FMI et de la Banque mondiale. Ces institutions jouent des rôles complexes, contradictoires et difficiles à cerner dans la réalisation de l'Éducation pour tous. Les membres du Conseil d'administration du FMI, en particulier, doivent insister auprès du FMI pour qu'il laisse aux pays un espace fiscal leur permettant d'investir pour leur croissance future en se basant sur des plans solides pour répondre aux besoins les plus pressants, au lieu de leur imposer des valeurs économiques qui ne sont pas partagées par tous.

Les gouvernements des pays en développement et les bailleurs de fonds doivent soutenir la formation, le recrutement et le maintien d'enseignants qualifiés. Sans enseignants, une éducation digne de ce nom ne peut exister. Pour cela, il faut offrir des salaires décents aux enseignants et leur fournir des salles de classe bien équipées, avec moins de 40 élèves, ainsi que des programmes de qualité et le soutien de la hiérarchie. Il faut aussi investir dans les nations riches et pauvres afin de stopper la fuite grandissante des cerveaux qui draine les meilleurs enseignants vers les pays les plus riches.

Les partenaires de la coalition de la CME sont présents dans plus de 100 pays et continueront à surveiller les avancées, ou l'absence de progrès, de leurs gouvernements. Nous pouvons tous jouer un rôle dans cet effort et nous encourageons les lecteurs à contacter les partenaires locaux de la coalition de la CME dont la liste figure à la fin de ce rapport, afin de découvrir comment ils peuvent agir individuellement ou dans le cadre d'une communauté, d'un groupe ou d'une organisation.

Mais au bout du compte, ce sont les gouvernements qui sont responsables de l'éducation des enfants du monde. Nous attendons des gouvernements des pays riches et pauvres qu'ils tiennent les promesses qu'ils ont faites. L'équivalent de cinq jours de dépenses militaires chaque année permettrait d'offrir une éducation à tous les enfants de la planète. En ayant ceci à l'esprit, nous ne pouvons plus accepter aucune excuse pour les promesses rompues. Ce n'est pas une question d'argent. C'est une question de justice.

# Indicateurs utilisés dans les bulletins scolaires

## Indicateur 1 : Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international

### Mesuré par l'Aide Publique au Développement nette (APD) en pourcentage du Revenu National Brut (RNB)

Pour fournir une éducation de qualité à tous, il ne suffit pas simplement d'investir dans l'éducation. Les ressources concernant la santé, l'eau, les installations sanitaires et les infrastructures jouent toutes un rôle crucial pour garantir une éducation de qualité aux enfants des pays en développement. Lorsqu'une famille est frappée par la maladie ou la mort, par exemple, les filles sont souvent les premières à devoir quitter l'école pour s'occuper de leurs parents ou de leurs frères et sœurs.

C'est en 1970 que les pays riches ont mentionné pour la première fois leur aspiration à fournir une aide équivalente à 0,7 pour cent de leur revenu national brut (RNB). Si chaque pays de l'OCDE atteignait cet objectif, on disposerait de suffisamment de ressources pour éradiquer la pauvreté et assurer à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité. Actuellement, seuls cinq pays ont atteint l'objectif. De plus, les gouvernements de l'OCDE ont trompé leurs opinions publiques et leur ont fait croire qu'ils avaient dégagé plus d'argent pour réduire la misère dans les pays pauvres que ce n'était véritablement le cas, en incluant dans leurs calculs le montant total de l'allègement de la dette au moment où elle était annulée, alors que cet argent frais sera disponible pour les programmes nationaux sur une durée pouvant aller jusqu'à 40 ans.

Ce bulletin scolaire reflète les chiffres officiels (c.-à-d. incluant le montant total de l'annulation de la dette) du Comité d'aide et de développement de l'OCDE pour 2004 ; ce sont les chiffres détaillés les plus récents disponibles.

**Tableau 1 : Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international**

Pays	APD nette en % du RNB, 2004	Points sur 20	Note (A-F)
Norvège	0,87	25	A
Danemark	0,85	24	A
Luxembourg	0,83	24	A
Suède	0,78	22	A
Pays-Bas	0,73	21	A
Portugal	0,63	18	B
Belgique	0,41	12	C
France	0,41	12	C
Suisse	0,41	12	C
Irlande	0,39	11	D
Finlande	0,37	11	D
Royaume-Uni	0,36	10	D
Allemagne	0,28	8	D
Canada	0,27	8	D
Australie	0,25	7	D
Espagne	0,24	7	E
Autriche	0,23	7	E
Nouvelle Zélande	0,23	7	E
Grèce	0,23	7	E
Japon	0,19	5	E
États-Unis	0,17	5	E
Italie	0,15	4	E

Source : Base de données CAD OCDE, Tableau 1, 2004

**Notation :**  
**A :** 0,7% ou plus du RNB est alloué à l'aide  
**B :** 0,55 à 0,69%  
**C :** 0,4 à 0,54%  
**D :** 0,25 à 0,39%  
**E :** 0,1 à 0,24%  
**F :** 0,1% ou moins

**Notation :**  
**A :** 90% au moins de la participation 'équitable' à l'aide à l'éducation de base sont fournis  
**B :** 80 à 89%  
**C :** 60 à 79%  
**D :** 40 à 59%  
**E :** 20 à 39%  
**F :** 19% ou moins

## Indicateur 2 : Fourniture d'une participation équitable au financement qui est nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire

### Mesuré par le montant que chaque bailleur de fonds devrait allouer pour combler le déficit de financement de l'EPU, selon son revenu national (RNB).

Le financement externe nécessaire à l'éducation primaire universelle est actuellement estimé à 7 milliards USD par an au minimum. Nous pensons que les pays riches devraient partager cette charge financière équitablement, c'est-à-dire que chacun devrait fournir des fonds relativement à son niveau de richesse.

Malheureusement, le CAD ne sépare pas les données concernant l'éducation primaire seule ; en conséquence, le montant correspondant à l'APD à l'éducation de base et à un tiers de l'APD à des niveaux non spécifiés d'éducation est calculé ici approximativement, comme la participation du pays aux 7 milliards USD proportionnellement à sa part du RNB total de l'OCDE. Nous estimons que l'Australie par exemple, dont le RNB représente 1,93% du RNB total de l'OCDE, doit fournir 1,93 % de 7 milliards USD.

**Tableau 2 : Fourniture d'une participation équitable au financement qui est nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire**

Pays	Aide à l'éducation de base, en millions USD, 2004	RNB du bailleur de fonds en % du RNB total de l'OCDE	Participation équitable aux 7 milliards USD selon le RNB du bailleur de fond, en millions USD	% de participation équitable réellement engagé	Points sur 20	Note (A-F)
Pays-Bas	254	2	130	196	20	A
Norvège	90	1	57	158	20	A
Luxembourg	9	0	6	139	20	A
Danemark	69	1	55	126	20	A
Irlande	35	1	35	98	20	A
Grèce	41	1	46	89	18	B
Royaume-Uni	363	7	494	73	15	C
Suède	56	1	79	70	14	C
France	291	7	467	62	12	C
Nouvelle Zélande	12	0	21	60	12	C
Canada	130	3	220	59	12	D
Belgique	29	1	81	36	7	E
Australie	44	2	135	32	6	E
Finlande	11	1	36	31	6	E
Suisse	19	1	85	22	4	E
États-Unis	509	38	2 642	19	4	F
Allemagne	118	9	619	19	4	F
Espagne	38	3	231	16	3	F
Japon	156	15	1 079	14	3	F
Portugal	4	1	37	12	2	F
Italie	31	5	378	8	2	F
Autriche	4	1	66	6	1	F

Source : Base de données en ligne CAD OCDE, Tableaux 1 et 5, 2004

### Indicateur 3 : Engagement dans l'Initiative Fast-Track

Mesuré par la participation 'équitable' que les pays ont apportée à l'Initiative Fast-Track de l'Éducation pour Tous.

L'Initiative Fast-Track (FTI) incite les bailleurs de fonds à fournir un meilleur soutien financier aux pays en développement qui présentent des plans solides de réalisation de l'éducation primaire universelle. Les plans doivent notamment inclure de solides stratégies en faveur de l'éducation des filles. Le FTI a été salué comme l'un des rares systèmes qui permet effectivement aux donateurs de coordonner leur aide pour la rendre plus efficace sur le terrain, dans les pays qui ont des stratégies viables pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous, mais qui ne bénéficient habituellement que de peu d'attention de la part des bailleurs de fonds.

Cet indicateur mesure le montant engagé dans le FTI par les riches donateurs en 2003 et en 2004 par le biais de leur propre financement bilatéral pour l'éducation de base dans les 20 pays approuvés, et par le biais des deux fonds du FTI : le Fonds catalytique et le Fonds de développement de programmes d'éducation. Les années 2003 et 2004 sont importantes car elles montrent combien de fonds ont été engagés depuis la mise en route du FTI en 2002. Nous comparons ensuite ce montant à la 'participation équitable' aux 2,2 milliards USD de financement externe supplémentaire nécessaire, selon les calculs du FTI, à ces 20 pays pendant les deux années. Comme pour l'indicateur précédent, la participation équitable est mesurée par rapport à la part de chaque pays dans le RNB total de l'OCDE en 2004.

Très peu de bailleurs de fonds délivrent leur participation équitable au FTI et, à moins d'un changement radical de la situation, il semble bien que ce projet sensé soit voué à l'échec. Parmi tous les sujets abordés dans le rapport de cette année, les résultats présentés ici montrent le plus clairement que seuls quelques pays ouvrent la voie en s'engageant en faveur de l'éducation de ceux qui vivent dans la pauvreté, alors que de nombreux autres États continuent à faire des promesses que, malheureusement, ils ignorent avec désinvolture par la suite.

Pour être juste envers l'Australie et la Nouvelle Zélande, remarquons que les pays du Pacifique Sud qu'ils soutiennent effectivement ne font pas partie des 20 pays approuvés par l'Initiative Fast-Track.

Tableau 3 : Engagement dans l'Initiative Fast-Track

Pays	Montant des engagements dans le fonds Fast-Track, en millions USD	En proportion de la participation équitable	Points	Financement bilatéral de l'éducation de base dans les pays FTI approuvés, en millions USD	En proportion de la participation équitable aux 2,2 milliards USD	Points	Total	Note
Luxembourg	0,60	1,32	10	3,92	1,95	10	20,00	A
Pays-Bas	234,80	25,43	10	64,39	1,58	10	20,00	A
Norvège	62,37	15,39	10	25,73	1,44	10	20,00	A
Suède	18,30	3,24	10	49,61	1,99	10	20,00	A
Royaume-Uni	161,44	4,60	10	136,65	0,88	9	18,80	A
Belgique	6,20	1,08	10	16,86	0,66	7	16,63	B
Irlande	1,50	0,60	6	30,45	2,74	10	15,96	B
Canada	0,00	0,00	0	105,66	1,53	10	10,00	C
Danemark	0,00	0,00	0	41,40	2,42	10	10,00	C
Finlande	0,00	0,00	0	17,06	1,49	10	10,00	C
France	0,00	0,00	0	90,03	0,61	6	6,14	D
Espagne	6,00	0,37	4	17,97	0,25	2	6,14	D
Portugal	0,00	0,00	0	5,94	0,51	5	5,07	E
Italie	6,31	0,23	2	23,91	0,20	2	4,36	E
Japon	0,00	0,00	0	138,95	0,41	4	4,10	E
Allemagne	0,00	0,00	0	57,82	0,30	3	2,97	E
Suisse	0,00	0,00	0	6,22	0,23	2	2,32	F
Nouvelle Zélande	0,00	0,00	0	0,84	0,13	1	1,30	F
Grèce	0,00	0,00	0	1,38	0,09	1	0,95	F
États-Unis	0,00	0,00	0	71,74	0,09	1	0,86	F
Autriche	0,00	0,00	0	1,28	0,06	1	0,62	F
Australie	0,00	0,00	0	0,65	0,02	0	0,15	F

Sources: Base de données en ligne CAD OCDE, Tableau 1, 2004. Base de données en ligne SNPC OCDE, Tableau 1, 2004. Secrétariat FTI-EPT, juin 2006. Réunion des ministres des Finances du G8. Points de discussion pour le président Paul Wolfowitz.

### Indicateur 4 : Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

Mesuré par le pourcentage d'aide à l'éducation alloué aux pays les plus pauvres, et à ceux où la disparité des sexes est la plus marquée dans les inscriptions en primaire

Les pays les plus pauvres du monde sont ceux qui dépendent le plus de l'aide pour financer leurs investissements dans l'éducation. Une certaine portion de l'aide reste néanmoins utile pour des pays à revenu moyen avec d'importantes poches de pauvreté, et la notation tient compte de ce fait. Cependant, un trop grand nombre de pays riches continuent à distribuer leur aide en fonction de leurs propres liens politiques, sécuritaires, culturels, historiques et militaires, détournant ainsi l'aide de ceux qui en ont le plus besoin.

Nous conservons les mesures introduites l'an passé, mais nous nous focalisons cette année sur les pays présentant les plus grandes disparités de sexe au niveau des inscriptions dans le primaire (l'année dernière, nous avons suivi l'aide aux pays ayant de faibles taux absolus d'inscription des filles). Cette année, nous nous intéressons à l'aide aux pays dans lesquels on dénombre, pour cinq garçons scolarisés, quatre filles ou moins.

Tableau 4 : Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

**Notation :**  
**A** : 18 à 20 points  
**B** : 15 à 17  
**C** : 10 à 14  
**D** : 6 à 9  
**E** : 3 à 5  
**F** : 0 à 2

Pays	% d'aide à l'éducation dans les pays à faible revenu	Points sur 10	% d'aide à l'éducation dans les pays où la disparité des sexes est = ou < à 80%	Points sur 10	Total des points sur 20	Note (A-F)
Suède	98	10	27,2	6	16	B
Belgique	73	7	28,1	7	14	C
Irlande	86	10	13,0	3	13	C
Danemark	97	10	8,7	2	12	C
Canada	76	8	18,7	4	12	C
Portugal	97	10	7,8	1	11	C
Luxembourg		7	17,3	4	11	C
États-Unis	52	3	35,3	8	11	C
Royaume-Uni	100	10	1,2	0	10	C
Finlande	81	9	5,5	1	10	C
Norvège	75	8	6,9	1	9	D
Japon	75	8	4,2	1	9	D
Pays-Bas	62	5	14,4	3	8	D
Italie	63	5	10,0	2	7	D
Allemagne	58	4	8,3	2	6	D
Nouvelle Zélande	63	5	0,0	0	5	E
Suisse	50	3	9,6	2	5	E
Australie	52	3	0,4	0	3	E
France	38	0	12,6	3	3	E
Autriche	24	0	7,1	1	1	F
Espagne	31	0	2,3	0	0	F
Grèce	4	0	0,6	0	0	F

Sources: Base de données en ligne SNPC OCDE, Tableau 2. UNICEF: La situation des enfants dans le monde, 2006

**Note : Pays où l'inégalité des sexes est égale ou inférieure à 80% :** Afghanistan, Tchad, Guinée-Bissau, République Centrafricaine, Yémen, Sierra Leone, Niger, Pakistan, Bénin, Liberia, Burkina Faso, Mali, Éthiopie, Guinée, Djibouti, Burundi, Côte d'Ivoire.

## Indicateur 5 : Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation

Mesuré par le pourcentage de l'aide à l'éducation qui n'est pas liée, combiné avec le pourcentage de l'APD totale alloué au soutien budgétaire général, et avec le pourcentage de l'APD de l'éducation de base délivré sous forme de subventions et non de coopération technique.

Dans les situations d'aide liée, le bailleur de fonds émet des restrictions sur l'utilisation de l'argent, en exigeant souvent qu'il soit dépensé pour acquérir des biens et des services provenant du pays donateur. L'aide liée fait diminuer la valeur de l'argent. On pourrait dire que l'intérêt du pays donateur passe avant celui du pays bénéficiaire. Néanmoins, les contribuables des pays donateurs peuvent se demander à qui profite vraiment la situation, dans la mesure où ce sont des fonds publics qui sont ainsi dépensés pour des biens et des services fournis par des entreprises privées de leur pays.

La Banque mondiale affirme dans son Rapport mondial de suivi 2006 qu'un tiers de l'aide à l'éducation est utilisé pour payer très cher des consultants expatriés, dont le salaire quotidien pourrait couvrir le salaire annuel d'un enseignant dans certains pays. Les conseils du rapport ne sont cependant pas si simples à interpréter ; les bailleurs de fonds n'ont que la possibilité de définir 100% ou 0% de leur aide en 'coopération technique' pour chaque programme. Nous rappelons cette année encore que, si l'assistance technique peut parfois être utile pour planifier les systèmes éducatifs, le coût des rémunérations des consultants étrangers est hors de proportion en comparaison des salaires locaux.

De plus, nous incluons cette année l'aide qui permet aux gouvernements de poursuivre leurs plans nationaux plus efficacement et dans le respect des priorités nationales. Des recherches menées par l'OCDE dans six pays montrent que le soutien budgétaire général est plus efficace pour atteindre des résultats en matière de réduction de la pauvreté que le soutien à des projets. Et, point essentiel pour l'éducation, le soutien au budget d'un gouvernement permet à celui-ci de payer la formation et les salaires des enseignants. L'argent des salaires constitue l'un des principaux points de conflit de l'aide des bailleurs de fonds, alors qu'il manque aujourd'hui deux millions d'instituteurs dans les écoles primaires. Un soutien budgétaire plus important nous paraît souhaitable pour aider les gouvernements à former, recruter et retenir les enseignants.

Tableau 5 : Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation

Pays	% d'engagements d'aide à l'éducation non liée	Points sur 10	Soutien budgétaire en % de l'APD totale	Points sur 10	Coopération technique en % de l'APD à l'éducation	Points sur 10	Total des points sur 30	Note (A-F)	Points sur 20
Danemark	98	10	7	8	5	10	28	A	18
Irlande	100	10	5	7	0	10	27	A	18
Norvège	100	10	5	7	11	9	26	A	17
Royaume-Uni	100	10	10	10	43	6	26	A	17
Suède	96	10	3	6	3	10	26	A	17
Allemagne	96	10	0	4	0	10	24	B	16
Nouvelle Zélande	62	6	8	8	0	10	24	B	16
Pays-Bas	66	7	3	6	1	10	23	B	15
Portugal	96	10	0	4	39	6	20	C	13
Italie	100	10	0	0	0	10	20	C	13
Luxembourg	100	10	0	0	0	10	20	C	13
Espagne	98	10	0	0	0	10	20	C	13
France	95	10	1	5	51	5	20	C	13
Japon	100	10	2	6	65	4	20	C	13
Canada	77	8	3	6	58	4	18	C	12
Belgique	100	10	1	4	80	2	16	C	11
Finlande	100	10	0	0	41	6	16	C	11
Grèce	100	10	1	4	93	1	15	D	10
Suisse	100	10	0	0	83	2	12	D	8
Australie	87	9	0	0	82	2	11	D	7
États-Unis	Pas de données	0	0	0	51	5	5	F	3
Autriche	Pas de données	0	0	0	80	2	2	F	1

Source: Base de données en ligne SNPC OCDE, Tableaux 1 et 2, données 2004

# Notes relatives aux données et aux calculs

Les chiffres proviennent de données fournies par les pays bailleurs de fonds au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui constitue la seule source disponible de données comparables à l'échelon mondial. A eux seuls, les pays de l'OCDE possèdent plus de la moitié des richesses du monde et fournissent l'essentiel de l'aide mondiale. Il est difficile d'obtenir des informations fiables sur la composition de l'aide à l'éducation, même si les bases de données de l'OCDE sur lesquelles nous nous appuyons sont devenues de meilleures bases d'analyse. Tous les postulats sont exposés dans cette section.

Les insuffisances des rapports des donateurs et des systèmes de classification de l'aide nous ont empêchés de rendre compte de tous les aspects de la gestion de l'aide comme nous l'aurions souhaité. Quelques pays ont transmis à l'OCDE leurs chiffres de répartition de l'aide pour 2005, mais la plupart ne l'ont pas fait encore et nous avons été obligés d'utiliser les chiffres de 2004. Peu de donateurs rapportent intégralement leurs dépenses réelles (par opposition aux simples engagements). Les données ne précisent pas les montants alloués pour soutenir les besoins fondamentaux de services et de fournitures des systèmes éducatifs des pays – un chiffre qui, selon la Banque mondiale, pourrait être de 25 à 50% inférieur à l'aide totale annoncée par les donateurs.

Les résultats finaux de ce Bulletin scolaire ne peuvent être comparés directement à ceux du Bulletin scolaire de 2005. Le rapport de cette année a été affiné, l'un des indicateurs intègre de nouveaux éléments et certaines des hypothèses sous-jacentes ont changé. Les notes finales sont également graduées différemment.

## Indicateur 1 : Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international.

Mesuré par l'Aide Publique au Développement nette (APD) en pourcentage du Revenu National Brut (RNB).

**Notation** : 28,6X où X = APD en % du RNB. La note maximale est 20, atteinte lorsque la contribution s'élève à 0,7% ou plus.

## Indicateur 2 : Fourniture d'une participation équitable au financement qui est nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire.

Mesuré par le montant donné par chaque bailleur de fonds à l'éducation de base, relativement au montant que chaque bailleur de fonds devrait allouer au financement

de base externe annuel de 7 milliards USD, requis selon les calculs de l'ONU.

**Notation** : 0,2X où X = % de la participation équitable au financement effectivement fourni. La note maximale est atteinte lorsque la contribution s'élève à 100% ou plus.

### Analyse des données :

- Il n'est pas possible d'obtenir des chiffres concernant l'aide à l'éducation de base. En effet, l'éducation de base correspond à une catégorie plus large définie par le CAD comme : 'éducation primaire, acquisition des compétences de base de la vie courante pour les jeunes et les adultes, et éducation de la petite enfance'.
- L'aide à l'éducation contient aussi des engagements non spécifiés, qui peuvent inclure un soutien budgétaire général (c.-à-d. non lié à un projet). On estime qu'un tiers de l'aide à des budgets non spécifiés de l'éducation est attribué à l'éducation de base. En conséquence, le montant total pour l'éducation de base est calculé comme suit : [aide à l'éducation de base + (aide à l'éducation non spécifiée/3)].
- Certains pays rendent compte de leurs données d'aide sectorielle par des engagements, d'autres par des décaissements. Cependant, les donateurs qui ont déclaré des engagements en 2004 ont déboursé 75% au moins de leurs engagements totaux d'aide ; c'est pourquoi, comme dans le Bulletin scolaire de 2005, nous n'avons pas jugé utile d'ajuster les données.
- Données manquantes : seules les données de 2003 sont disponibles pour l'APD à l'éducation de la Finlande.

## Indicateur 3 : Engagement dans l'Initiative Fast-Track.

Mesuré par la participation 'équitable' que les pays ont apportée à l'Initiative Fast-Track de l'Éducation pour Tous.

**Notation** : Pour le Fonds catalytique et le Fonds de développement de programmes d'éducation : 0,1X où X = pourcentage de la participation équitable au financement des deux fonds, calculé par la part du RNB national dans le RNB total de l'OCDE par rapport au financement total du FTI à ce jour. Maximum : 10 points pour 100% ou plus.

Pour le financement bilatéral des pays approuvés par le FTI : 0,1X où X = pourcentage de la participation équitable de financement bilatéral pour l'éducation de base par rapport aux 2,2 milliards USD nécessaires, calculé par la part du RNB national dans le RNB total de l'OCDE par rapport au financement en 2003 et 2004. Maximum : 10 points pour 100% ou plus.

## Analyse des données :

- Le montant financier nécessaire (2,2 milliards USD) provient des estimations du coût total de l'éducation primaire duquel est déduit le financement gouvernemental total disponible, pour les 20 pays approuvés par le FTI en 2004.
- La proportion de ce total qui correspond à la 'participation équitable' de chaque bailleur de fonds à la facture du FTI a été calculée sur la base du RNB du pays donateur en pourcentage du RNB total du CAD.
- Le montant de l'engagement de chaque donateur dans le FTI est la somme des promesses du donateur au Fonds catalytique et au Fonds de développement de programmes d'éducation en date du 8 juin 2006 (enregistré dans les notes du FTI pour le président Wolfowitz de la Banque mondiale en juin 2006) et de l'aide à l'éducation fournie par le donateur en 2003 et 2004 dans les 20 pays approuvés (données du CAD).

## Indicateur 4 : Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation.

Mesuré par (a) le pourcentage de l'aide à l'éducation donné aux PMA (Pays les moins avancés), aux APFR (Autres pays à faible revenu) et aux PMR (Pays à faible et moyen revenus) et (b) le pourcentage attribué aux pays où le nombre brut d'inscriptions des filles en primaire est inférieur ou égal à 80% du nombre brut d'inscription des garçons en primaire.

**Notation :** Les deux pourcentages sont divisés par 5 pour calculer les points sur 20, puis une moyenne est établie pour l'attribution d'une note finale.

## Analyse des données :

- Seules les données des engagements sont disponibles, et elles peuvent différer de la mesure plus standard des décaissements bruts. Mais les engagements représentent malgré tout une déclaration d'intention sur la direction des flux de l'aide.
- Cette analyse ne tient pas compte de l'aide 'non affectée' (qui est utilisée pour des projets et des programmes régionaux ou multilatéraux)
- Les données concernant les taux nets d'inscription des filles dans le primaire proviennent de l'UNICEF. Elles sont présentées sous le tableau de l'indicateur plus haut dans ce rapport.

## Indicateur 5 : Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation.

Mesuré par (a) le pourcentage de l'aide à l'éducation qui n'est pas liée, (b) le pourcentage de l'APD alloué au soutien budgétaire général, et (c) le pourcentage de l'aide à l'éducation de base et à l'éducation 'non spécifiée' qui n'est pas dépensé en coopération technique.

## Notation :

% d'engagements d'aide à l'éducation non liée	Soutien budgétaire en % de l'APD totale	Coopération technique calculée comme suit :
>95% : 10	>10% : 10	(100-X)
>85% : 9	>8% : 9	10
>75% : 8	>6% : 8	où
>65% : 7	>4% : 7	X = % de l'aide dépensé en coopération technique pour l'éducation de base et l'éducation 'non spécifiée'
>55% : 6	>2% : 6	
>45% : 5	>1% : 5	
>35% : 4	>0% : 4	
>25% : 3	Zéro : 0	
>15% : 2		
>5% : 1		
<5% : 0		

## Analyse des données :

- Les bailleurs de fonds ont été pénalisés de la même façon pour l'aide partiellement liée (liée à l'achat de biens auprès du pays bailleur de fonds et/ou auprès de pays en développement) que pour l'aide liée (achat auprès du pays bailleur de fonds)
- Toutes les données ont été calculées comme des engagements.
- Les données sur l'aide liée dans le secteur éducatif se sont améliorées. Néanmoins, toute l'aide à l'éducation n'est pas déclarée en fonction de son statut d'aide liée ou non, et la proportion a donc été calculée pour les données déclarées comme telles. Les États-Unis et le Luxembourg ont vu leurs scores finaux pénalisés, faute d'avoir communiqué des données récentes.

## Note finale

La note finale a été attribuée en fonction des points suivants, sur 100. Les cinq indicateurs ont tous été considérés avec une importance équivalente:

**A = 85-100**

**B = 70-84**

**C = 50-69**

**D = 30-49**

**E = 20-29**

**F = 0-19**

## Questions en suspens

Les données du CAD sur lesquelles repose le Bulletin scolaire minimisent l'aide à l'éducation, car l'aide affectée par le biais des budgets nationaux n'est pas classifiée en catégories sectorielles. Ceci pénalise certains bailleurs de fonds, comme le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, qui possède son propre système de classification et estime qu'environ 20 pour cent de son soutien budgétaire va à l'éducation. Le secrétariat du FTI estime qu'environ 7,5% à 12,5% du soutien budgétaire général est habituellement alloué à l'éducation primaire. Malheureusement, le manque de données globalement comparables nous a empêchés de calculer les Indicateurs 2 à 5 avec une précision absolue.

# Notes

<sup>1</sup>Maputu, Mozambique. Texte d'un discours prononcé lors de l'annonce britannique de l'augmentation de l'aide à l'éducation de base sur une période de 10 ans.

<sup>2</sup>Rapport mondial de suivi de l'EPT, (2006) L'alphabétisation, un enjeu vital. Paris : UNESCO

<sup>3</sup>Rapport mondial de suivi de l'EPT, (2006) L'alphabétisation, un enjeu vital. Paris : UNESCO

<sup>4</sup>UNESCO (2006), Teachers and Educational Quality: Monitoring Global Needs for 2015. Montreal: UNESCO-UIS.

<sup>5</sup>Les chiffres de l'OIT estiment à 111 millions le nombre d'enfants entre 5 et 14 ans travaillant dans des conditions dangereuses ; pas de répartition par sexe disponible, mais on peut raisonnablement supposer qu'au moins 45% sont des filles.

<sup>6</sup>Le rapport 2004 de la CME 'Apprendre à survivre' indique que l'incapacité des pays riches à livrer les fonds promis pour l'éducation pour tous compromet non seulement les possibilités d'alphabétisation des enfants, mais également leur capacité à se protéger de la contamination, entraînant ainsi chaque année plus de 700 000 cas de VIH chez des jeunes adultes qui auraient pu être évités.

<sup>7</sup>'Football stitching kills tender dreams' Bulletin de Bachpan Bachao Andolan 2006

<sup>8</sup>CSCQBE. Rapport sur la semaine mondiale d'action de la CME 2006

<sup>9</sup>Rapport mondial de suivi de l'EPT, (2006) L'alphabétisation, un enjeu vital. Paris : UNESCO

<sup>10</sup>Rapport mondial de suivi de l'EPT, (2006) L'alphabétisation, un enjeu vital. Paris : UNESCO

<sup>11</sup>CAD/OCDE Système de notification des pays créanciers

<sup>12</sup>CME (2006) Teachers For All. London: VSO

<sup>13</sup>Oxfam Briefing Paper, (juin 2006), The View from the Summit: Gleneagles G8 One Year On. Oxford: Oxfam Publishing.

<sup>14</sup>ActionAid International (2005), Des engagements contradictoires. Londres: ActionAid Publishing.

<sup>15</sup>Notes stratégiques, CME, 2006

<sup>16</sup>Base de données en ligne CAD OCDE, Tableau 1. N'inclut pas les engagements de la catégorie 'Éducation – Niveau non spécifié'.

<sup>17</sup>Rapport de suivi 2006 de l'Initiative Fast-Track de l'Éducation pour tous, Banque mondiale

<sup>18</sup>Département britannique du développement international/HM Treasury 2005 Education: From Commitment to Action

<sup>19</sup>Voir Indicateur 2 dans ce rapport.

<sup>20</sup>UNESCO, Rapport mondial de suivi 2006 de l'Éducation pour tous, L'alphabétisation, un enjeu vital.

<sup>21</sup>Gordon Brown, Chancelier britannique de l'Échiquier, Doney & Wroe, 2006.

<sup>22</sup>ActionAid International (2005), Des engagements contradictoires: l'Éducation pour tous est limitée par le FMI: pourquoi ? Londres : ActionAid International.

<sup>23</sup>Rapport mondial de suivi de l'EPT, (2006) L'alphabétisation, un enjeu vital. Paris : UNESCO

<sup>24</sup>www.dfid.gov.uk/mdg/aid-effectiveness/prbs.asp accédé le 20 mai 2006

<sup>25</sup>OCDE (2006), Évaluation du soutien budgétaire général. Paris : Réseau du CAD sur l'éducation au développement. Pays évalués : Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Rwanda, Vietnam.

<sup>26</sup>Banque mondiale (2006), Rapport mondial de suivi 2006. Washington, DC: World Bank.

<sup>27</sup>Communiqué de presse de l'Initiative Fast-Track de l'Éducation pour tous, avril 2006

<sup>28</sup>CME (2004), Les enseignants sous-évalués: Le système éducatif de la Zambie asphyxié par la politique du FMI.

<sup>29</sup>Département du développement international/HM Treasury 2005 Education: From Commitment to Action

<sup>30</sup>UNESCO (2006), Teachers and Educational Quality: Monitoring Global Needs for 2015. Montreal: UNESCO-UIS.

<sup>31</sup>CME, 2006, Teachers for All.

<sup>32</sup>Interview de Nicky Wimple, Oxfam GB, 2005.

<sup>33</sup>Vegas, Emiliana, et Joost De Laat (2003), Do Differences in Teacher Contracts Affect Student Performance? Evidence from Togo. Washington: World Bank.

<sup>34</sup>Alcazar, Lorena, F. Halsey Rogers, Nazmul Chaudhury, Jeffrey Hammer, Michael Kremer et Kathik Muralidharan (2004), Why are Teachers Absent? Probing Service Delivery in Peruvian Primary Schools. Washington: World Bank.

<sup>35</sup>Internationale de l'Éducation (2005), Brain Drain: Rich country seeks poor teachers. Brussels: Education International.



# Glossaire

<b>APD</b>	Aide publique au développement : aide fournie par les pays plus riches aux pays en développement. De nombreux donateurs incluent les chiffres de l'allègement de la dette dans le chiffre total de l'APD, contrairement à leur engagement à Monterrey en 2002.
<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement.
<b>Campagne mondiale pour l'éducation</b>	Une coalition mondiale d'ONG, de syndicats d'enseignants et de militants des droits de l'enfant qui agissent dans plus de 100 pays en vue d'offrir une éducation gratuite de qualité pour tous.
<b>Éducation pour tous</b>	Engagement à fournir une éducation de base gratuite à tous dans le monde
<b>EPU</b>	Éducation primaire universelle.
<b>Initiative Fast Track (FTI)</b>	Partenariat établi par les pays riches garantissant aux pays en développement présentant des plans viables pour éduquer tous leurs enfants l'accès aux fonds nécessaires. Le secrétariat est installé à Washington, DC.
<b>Lier / lié</b>	Il arrive que les bailleurs de fonds 'lient' l'aide aux pays en développement en exigeant que l'argent soit dépensé dans des produits ou des services provenant du pays donateur. Cela réduit l'efficacité de l'aide, car les pays en développement ne peuvent pas négocier les meilleurs tarifs de produits et de services, et se retrouvent encombrés avec des personnels étrangers.
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques. Groupe de 22 pays engagés fermement en faveur de la démocratie multipartite et du libre échange des marchés.
<b>OMD</b>	Objectifs du millénaire pour le développement.
<b>PMA, APFR et PFMR</b>	Pays les moins avancés, Autres pays à faible revenu et Pays à faible et moyen revenus. Classification des pays à faible revenu par la Banque mondiale. Les PMA souffrent en outre de niveaux de vie extrêmement bas et d'insécurité économique.
<b>RNB</b>	Revenu national brut. Argent encaissé par un pays grâce à la vente de ses produits, aux dividendes perçus sur ses investissements et aux envois de fonds provenant de ses entreprises et de ses citoyens qui gagnent des revenus à l'étranger.
<b>SBRP</b>	Soutien budgétaire pour la réduction de la pauvreté.



# Remerciements

La Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition mondiale d'ONG, de syndicats d'enseignants et de militants des droits de l'enfant qui agissent dans plus de 100 pays en vue d'offrir une éducation gratuite de qualité pour tous.

Ce document est un rapport indépendant et ne reflète pas nécessairement les points de vue de tous nos membres. Les recherches ont été menées par Tom Noel qui a également rédigé ce rapport. De nombreuses personnes, appartenant ou non à la CME, ont apporté une aide précieuse, mais nous tenons à remercier tout particulièrement Desmond Bermingham, Raquel Castillo, Hannah Corps, Sita Dewkalie, Lucia Fry, Luc-Charles Gacougnolle, Alex Kent, Max Lawson, Caroline Maxwell, Marina Navarro, Nina Ingenkamp, Nighat Razaq, Gorgui Sow, Abby Spring et Lucy Tweedie.

## © Campagne mondiale pour l'éducation 2006

Publié par la Campagne mondiale pour l'éducation en 2006

PO Box 521733, Saxonwold 2132, Afrique du Sud

[www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)

Tous droits réservés. Les droits de cette publication sont réservés, mais elle peut être reproduite gratuitement par tout moyen dans des buts de plaidoyer, de campagne et d'enseignement, mais non pour la revente. Le détenteur des droits demande à tous ceux qui en feront cet usage de se faire connaître pour évaluer l'impact de la reproduction. Pour des copies relatives à toute autre circonstance, pour une réutilisation dans d'autres publications, ou pour une traduction ou une adaptation, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès du responsable de la publication, et des droits sont exigibles.

## Membres régionaux et internationaux

ActionAid International  
 ANCEFA  
 ASPBAE  
 CAMFED  
 CARE  
 CEAAL  
 Education International  
 FAPE  
 FAWE  
 Fe y Alegria  
 Global March Against Child Labour  
 Ibis  
 Inclusion International  
 NetAid  
 Oxfam International  
 Plan International  
 Public Services International  
 REPEM  
 Save the Children Alliance  
 SightSavers International  
 VSO  
 World Alliance of Girl Guides and Girl Scouts  
 World Vision International

## Coalitions nationales de la société civile

Afrique du Sud : GCE-SA  
 Bangladesh : CAMPE  
 Brésil : CDE  
 Burkina Faso : CCEB  
 Canada : Canadian GCE Alliance  
 France : Solidarité Laïque  
 Gabon : CONCEG  
 Gambie : GEFA  
 Ghana : GNECC  
 Inde : NCE  
 Indonésie : E-Net for Justice  
 Irlande : Irish GCE Coalition  
 Japon : JNNE  
 Kenya : Elimu Yetu Coalition  
 Lesotho : LEFA  
 Libéria : ALPO  
 Malawi : CSCQBE  
 Mali : ASSAFE  
 Mozambique : MEPT  
 Nigeria : CSACEFA  
 Pakistan : PCE (Pakistan Coalition for Education)  
 Philippines : E-Net  
 Royaume-Uni : UK GCE Group  
 Salvador : CIAZO  
 Sierra Léone : EFA Network  
 Suède : Swedish EFA Forum  
 Tanzanie : TEN/MET  
 Togo : CNT/CME  
 Zambie : ZANEC

Campagne Mondiale pour  
**l'ÉDUCATION**

[www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)

© **Campagne mondiale pour l'éducation 2006**

Publié par la Campagne mondiale pour l'éducation  
PO Box 521733, Saxonwold, 2132, South Africa